GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

Abbonamento Postale

ANNO 1880 — **ROMA** — MERCOLEDI' 15 SETTEMBRE — **NUM. 221**

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA ... L.	11	21	40
	Per tutto il Regno ... „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA ... „	9	17	32
	Per tutto il Regno ... „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 10; per tutto il Regno cent. 15. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30 per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono *esclusivamente* alla Tipografia EREDI BOTTA, via della Missione. Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

Abbonamento Postale

PARTE UFFICIALE

Lunedì, 13 corrente, alle ore 2 pomeridiane, S. M. il Re ha ricevuto in udienza solenne, col consueto cerimoniale, nel Real Palazzo di Firenze, S. E. il Principe Jou Sammi Nabeshima, per la presentazione delle lettere, che lo accreditano presso la Sua Real Persona nella qualità d'Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di S. M. l'Imperatore del Giappone.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

S. M., *sulla proposta del Ministro della Guerra, ha fatte le seguenti disposizioni*:

Con Reali decreti del 29 agosto 1880:

Bodrero cav. Vittorio, capo sezione di 2ª classe nel Ministero della Guerra: la sua sede d'anzianità avrà la data 4 agosto 1880, seguendo immediatamente il capo sezione di 2ª classe cavaliere Appiano Giovanni;

Fontana cav. Luigi, Bonzi cav. Lorenzo, Chiarini cav. Gustavo e Prato cav. Raffaele, segretari di 1ª classe nel Ministero della Guerra, promossi capi sezione di 2ª classe a decorrere dal 1° settembre 1880;

Rovatti Ettore, Rizzi Carlo, Marchiori Antonio, Peregalli Gerolamo, Cacciamatta Basilio, Boario Francesco, Filyon Francesco, ufficiali d'ordine di 3ª classe nel Ministero della Guerra, promossi ufficiali d'ordine di 2ª classe a decorrere dal 1° settembre 1880.

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione dei telegrafi*:

Con RR. decreti del 4 agosto 1880:

Ferrero Pier Luigi, ufficiale di 1ª classe, è collocato a riposo ed ammesso a far valere i propri titoli per quanto potrà competergli a termini di legge;

Olivero Vittorio, ufficiale di 1ª classe, promosso sottispettore;

Lombardi Riccardo e Guidi Orazio, ufficiali, promossi dalla 2ª alla 1ª classe;

Ciceraro Gaetano e Carrara Giovanni, ufficiali, promossi dalla 3ª alla 2ª classe;

Sassernò Alberto e Negro Lorenzo, ufficiali, promossi dalla 4ª alla 3ª classe.

Con Ministeriali decreti del 26 agosto 1880:

Prestia Giuseppe, Galluccio Pietro e Ivaldi Bernardo, commessi, con annue lire 2050, accordato loro l'aumento quadriennale di stipendio;

Musco Salvatore, Pepe Vincenzo, Caruso Paolo e D'Amico Vincenzo, commessi, con annue lire 1850, accordato loro l'aumento quadriennale di stipendio;

Sorvillo Gaetano, commesso, con annue lire 1850, accordatogli l'aumento quadriennale di stipendio;

Balestrieri Antonino, commesso, con annue lire 1800, accordatogli l'aumento quadriennale di stipendio;

Treves Jacob, commesso, collocato in aspettativa per causa d'infermità.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Per opportuna notizia della navigazione nazionale pubblichiamo il testo di una notificazione dell'Amministrazione del porto di Alessandria, relativa alla nuova tariffa che in quel porto entrerà in vigore il 1° ottobre prossimo.

ADMINISTRATION DU PORT D'ALEXANDRIE.

Tarif (*).

Art. 1er Pour l'application du présent tarif le port d'Alexandrie comprend tout l'espace d'eau fermé à l'est par une ligne imaginaire tirée du petit phare qui se trouve à l'extrémité sud du briselames et aboutissant aux signaux de Boubireh, dans la direction du sud-est 3/4 est, et par les limites du nouveau terrain, conformément au plan déposé au gouvernorat d'Alexandrie.

Art. 2. Les droits établis par ce tarif se divisent en *droits de tonnage, droits d'accostage* et *droits de quai*.

TITRE I. — *Droits de tonnage.*

Art. 3. Tout bâtiment de commerce, à vapeur ou à voile, entrant chargé dans le port d'Alexandrie paiera un droit de 1 1/2 piastre par tonneau turc.

Tout bâtiment de commerce, à vapeur ou à voile, sortant chargé du port d'Alexandrie paiera un droit de 1 1/2 piastre par tonneau turc.

Art. 4. Tout bâtiment de commerce, à vapeur ou à voile, en-

(*) La piastre adoptée pour la fixation des droits est la piastre egyptienne tarif.

trant sur l'est dans le port d'Alexandrie paiera un droit de 30 *paras* par tonneau turc.

Tout bâtiment de commerce, à vapeur ou à voile, sortant sur l'est du port d'Alexandrie paiera un droit de 30 *paras* par tonneau turc.

Les yachts de plaisance seront traités comme les bâtiments de commerce sur l'est.

Art. 5. Chaque nouvelle entrée, comme chaque nouvelle sortie, entraîne un nouveau paiement des mêmes droits.

Sera toutefois exempt de ce nouveau paiement le navire qui, parti du port d'Alexandrie, et n'ayant point touché à d'autre port, serait obligé de revenir au mouillage dans le dit port, soit pour cause de mauvais temps, soit pour cause d'avaries constatées par un procès-verbal, et n'y effectuerait pas d'opérations commerciales.

Les signatures du procès-verbal seront légalisées au Consulat de la nation du navire en relâche; cette formalité remplie, le procès verbal sera remis au capitaine du port.

Art. 6. Seront toujours exempts des dits droits les bâtiments de guerre ainsi que les navires de commerce jaugeant 10 tonneaux turcs et au-dessous.

Une réduction d'un sixième de la taxe à l'entrée et à la sortie est accordée aux bâtiments qui ont un contrat pour faire un service postal périodique.

Art. 7. Le tonneau turc est le tonneau de jauge établi par la Commission internationale de Constantinople, et qui trouve son expression dans le certificat spécial délivré aux bâtiments qui traversent le canal de Suez.

Art. 8. Tout mahonne qui circule dans le port paiera un droit annuel de 5 piastres par tonneau turc.

TITRE II. — *Droits d'accostage.*

Art. 9. L'accostage des navires est facultatif.

Art. 10. Tout bâtiment de commerce ou autre, à vapeur ou à voile, qui accoste au quai, paiera, par jour de vingt-quatre heures comptées de midi à midi, un droit de 2 piastres, par mètre de longueur. La longueur est prise sur le pont de jauge. Toute fraction de mètre ne sera pas comptée.

Les navires accostés en pointe, quelle que soit leur dimension, payeront un droit fixe de 40 piastres par jour; il sera laissé, de chaque côté du bâtiment, un espace suffisant pour les opérations de chargement et de déchargement à faire par les mahonnes.

Toutefois le droit d'accostage ne courra qu'à partir de l'accomplissement des formalités de port. Ne seront pas compté les jours où, par suite de la fermeture de la Douane, les opérations de chargement ou de déchargement ne pourront pas commercer.

Art. 11. Les Compagnies de navigation pourront obtenir, autant que cette concession sera conciliable avec les intérêts de la navigation en général, un emplacement spécial pour l'accostage de leurs bâtiments. Dans ce cas elles auront à payer annuellement pour droit d'accostage un abonnement de 650 piastres par mètre de longueur de quai occupé.

Art. 12. Les mahonnes sont exemptes du droit d'accostage.

TITRE III. — *Droits de quai.*

Art. 13. Toute marchandise débarquée ou embarquée par les quais, mais au moyen des mahonnes, paiera un droit *ad valorem*.

Pour les objets d'importation ce droit sera de quatre et demi pour mille de leur valeur.

Pour les objets d'exportation ce droit sera de deux pour mille de leur valeur.

Art. 14. Le système actuellement en vigueur pour l'estimation des valeurs sur lesquelles sont perçus les droits de douane et pour la perception de ces droits, en vertu des traités de commerce existants, ainsi que les règles en cas de contestation, seront applicables aux droits de quai établis par le présent tarif.

Art. 15. Aussi longtemps que la Douane restera où elle est actuellement, les objets d'importation qui doivent être déchargés au quai actuel de la Douane ne payeront pas le droit *ad valorem* pour l'usage des quais.

Art. 16. Les marchandises peuvent rester quarante-huit heures sur les quais après l'accomplissement des formalités de la Douane; ce délai passé, pour chaque retard de vingt-quatre heures, ou fraction de vingt-quatre heures, elles payeront un supplément de droit égal à un dixième de la taxe fixée à l'article 13.

Art. 17. A l'expiration du délai de quarante-huit heures prévu par l'article précédent, le capitaine de port pourra, après avoir averti les intéressés six heures d'avance, faire enlever d'office les marchandises, s'il y a lieu de prévenir ou d'empêcher un encombrement préjudiciable aux intérêts du commerce.

Art. 18. Le tarif-règlement annexé à la circulaire du Ministère des Affaires Etrangères, le 23 mars 1874, est aboli à partir du jour où sera appliqué le présent tarif.

Art. 18. Le présent tarif sera exécutoire à partir du premier octobre 1880.

NB. *I direttori dei giornali del Regno sono pregati di pubblicare un cenno della presente notificazione.*

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto il decreto Ministeriale in data 11 ultimo scorso aprile, con cui fu stabilito pel 12 corrente luglio un esame di concorso per dodici posti di allievo verificatore nell'Amministrazione dei pesi e misure e del saggio dei metalli preziosi;

Sentito l'avviso della Commissione superiore dei pesi e misure e del saggio dei metalli preziosi, la quale riconobbe la convenienza di prorogare il detto esame ad una data cui potesse tenere dietro immediatamente il tirocinio pratico;

Riconosciuto il bisogno che tutti, senza distinzione, i candidati ammessi al detto tirocinio abbiano, mentre esso ha luogo, un sussidio eguale all'assegno stabilito dall'articolo 8 del R. decreto,

Determina:

Art. 1. L'esame di concorso ai dodici posti anzidetti di allievo verificatore nell'Amministrazione dei pesi e misure e del saggio dei metalli preziosi avrà principio non più il 12 luglio corrente, ma il 20 ottobre prossimo venturo.

Art. 2. Il tempo utile per la presentazione dei documenti, onde gli aspiranti siano ammessi al detto esame, è prorogato a tutto il prossimo mese di settembre.

Art. 3. Il tirocinio pratico pei candidati approvati nell'esame scritto ed orale avrà principio subito dopo la proclamazione dei risultati dell'esame sopradetto.

Art. 4. Ad ogni candidato ammesso al tirocinio pratico sarà corrisposto, durante il tirocinio medesimo, un sussidio uguale a tre quinti dello stipendio di allievo verificatore.

Dato a Roma, addì 1° luglio 1880.

Per il Ministro: AMADEI.

Avvertenza. — Vedi numeri 92, 102, 117, 126 della *Gazzetta Ufficiale* in cui trovasi inserito il decreto di concorso 11 aprile 1880 e l'annesso programma dei relativi esami.

MINISTERO DEL TESORO — Direzione Generale del Tesoro

Dimostrazione dei risultati del conto del Tesoro al 31 agosto 1880.

ATTIVO

Fondi di cassa e crediti di Tesoreria alla scadenza del 1879.		
Contanti presso le Tesorerie Provinciali e la Tesoreria Centrale . . . . L.	151,911,753 18	
Fondi in via ed all'Estero - Effetti in portafoglio . »	6,945,761 87	158,857,515 05
Crediti verso la Società delle Ferrovie Romane . . »	46,499,426 98	
Crediti verso l'Amministrazione del Fondo pel Culto »	23,498,683 76	
Crediti verso l'Amministrazione del Debito Pubblico »	34,075,384 40	
Crediti diversi . . . . »	22,527,765 43	
Crediti per Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico imputabili al bilancio 1880 . . . . »	730,200 »	
Crediti per Carte contabili . . . . »	20,891,344 77	
Crediti per deficienze di tesorieri . . . »	2,727,666 52	150,950,471 86
Incassi fatti a tutto agosto 1880.		
Entrata ordinaria.		
A) *Entrate effettive* (Categoria I):		
Redditi patrimoniali dello Stato . . . . »	13,831,954 44	
Contributi – Imposte dirette . . . . »	228,675,340 04	
Contributi – Tasse sugli affari . . . . »	108,412,862 69	
Contributi – Tasse di consumo . . . . »	274,791,133 88	
Contributi – Tasse diverse . . . . »	45,526,460 57	
Proventi di servizi pubblici . . . . »	56,393,167 47	
Rimborsi e concorsi nelle spese . . . »	11,815,069 90	
Entrate diverse . . . . . . »	7,158,443 33	
B) *Partite di giro* (Categoria IV) . . . »	77,539,082 82	824,143,515 14
Entrata straordinaria.		
C) *Entrate effettive* (Categoria I):		
Redditi patrimoniali dello Stato . . . »	51,299 92	
Contributi—Debiti dei comuni per dazio consumo »	20,000 »	
Rimborsi e concorsi nelle spese . . . »	5,120,808 57	
Entrate diverse . . . . . . »	199,481 01	
Capitoli aggiunti . . . . . . »	503,011 06	
D) *Movimento di capitali* (Categoria II):		
Vendita di beni ed affrancamento di canoni . »	28,253,228 75	
Riscossioni di crediti . . . . . »	1,147,366 14	
Accensione di debiti . . . . . »	266,817 12	
Capitoli aggiunti . . . . . . »	»	
E) *Costruzione di strade ferrate* (Categoria III):		
Prodotto di alienazione di rendita consolidata per la costruzione di ferrovie, e rimborsi e concorsi dai comuni e dalle provincie interessate . . »	3,604,014 04	38,566,026 61
Entrate degli stralci delle cessate Amministrazioni »	»	»
Debiti di Tesoreria al 31 agosto 1880.		
Buoni del Tesoro . . . . »	203,194,100 »	
Banche - Conto delle anticipazioni statutarie . . »	37,000,000 »	
Amministrazione del Debito Pubblico . . . »	90,092,576 76	
Vaglia del Tesoro . . . . »	17,953,340 91	
Diversi . . . . »	100,917,970 07	449,157,987 74
		1,621,675,516 40

PASSIVO

Debiti di Tesoreria alla scadenza del 1879.		
Buoni del Tesoro . . . . L.	193,218,600 »	
Banche - Conto delle anticipazioni statutarie . . »	»	
Amministrazione del Debito Pubblico . . . »	131,274,077 67	
Vaglia del Tesoro . . . . »	13,700,796 47	
Diversi . . . . »	81,638,409 41	419,831,883 55
Pagamenti fatti a tutto agosto 1880.		
Ministero del Tesoro . . . . . . »	450,441,830 20	
Id. delle Finanze . . . . . . »	79,061,210 42	
Id. di Grazia e Giustizia . . . . »	18,565,496 85	
Id. degli Affari Esteri . . . . . »	4,055,425 30	
Id. dell'Istruzione Pubblica . . . . »	18,763,094 15	
Id. dell'Interno . . . . . . »	42,077,845 10	
Id. dei Lavori Pubblici . . . . . »	84,711,123 89	
Id. della Guerra . . . . . . »	137,577,411 65	
Id. della Marina . . . . . . »	28,513,792 79	
Id. dell'Agricoltura, Industria e Commercio »	6,931,512 36	869,848,272 71
Uscita per gli stralci delle cessate Amministrazioni »	»	»
Fondi di cassa e crediti di Tesoreria al 31 agosto 1880.		
Contanti presso le Tesorerie Provinciali e Centrale »	107,081,833 02	
Fondi in via ed all'Estero e presso la Banca Nazionale - Effetti in portafoglio . . . . »	10,257,901 99	117,339,735 01
Crediti verso la Società delle Ferrovie Romane . . »	46,499,426 98	
Crediti verso l'Amministrazione del Fondo pel Culto »	27,557,490 85	
Crediti verso l'Amministrazione del Debito Pubblico »	62,017,010 45	
Crediti diversi . . . . »	50,576,939 19	
Crediti per Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico imputabili al bilancio 1880 . . . . »	33,400 »	
Crediti per Carte contabili . . . . . »	25,166,166 84	
Crediti per deficienze di tesorieri . . . »	2,805,190 82	214,655,625 13
		1,621,675,516 40

PROSPETTO comparativo degli incassi e dei pagamenti verificatisi presso le Tesorerie del Regno durante i mesi sotto indicati.

INCASSI	MESE di agosto 1880	MESE di agosto 1879	DIFFERENZA nel 1880	Da gennaio a tutto agosto 1880	Da gennaio a tutto agosto 1879	DIFFERENZA nel 1880
Entrata ordinaria.						
A) Entrate effettive (Categoria I):						
Redditi patrimoniali dello Stato	2,090,968 31	2,068,115 65	+ 22,852 66	13,831,954 44	14,723,019 08	— 891,064 64
Contributi — Imposte dirette — Imposta sui fondi rustici e sui fabbricati	30,593,104 70	30,749,101 18	— 155,996 48	121,793,671 60	123,087,978 41	— 1,294,306 81
Contributi — Imposte dirette — Imposta sui redditi di ricchezza mobile	19,966,789 07	20,329,555 57	— 362,766 50	106,881,668 44	106,167,401 68	+ 714,266 76
Contributi — Tasse sugli affari — Tasse in amministrazione della Direzione Generale del Demanio	11,898,665 39	9,503,791 87	+ 2,394,873 52	99,207,441 34	90,984,736 43	+ 8,222,704 91
Contributi — Tasse sugli affari — Tassa sul prodotto del movimento a grande e piccola velocità sulle ferrovie	1,141,625 19	1,129,353 05	+ 12,272 14	8,631,017 23	7,701,407 39	+ 929,609 84
Contributi — Tasse sugli affari — Diritti delle Legazioni e dei Consolati all'estero	53,734 46	27,610 58	+ 26,123 88	574,404 12	632,236 03	— 57,831 91
Contributi — Tasse di consumo — Tassa sulla macinazione dei cereali	5,362,002 22	6,830,270 01	1) — 1,468,267 79	36,576,322 82	52,605,624 78	— 16,029,301 96
Contributi — Tasse di consumo — Tassa sulla fabbricazione degli alcool, della birra, acque gasose, ecc.	364,026 21	308,368 99	+ 55,657 22	3,559,366 91	9,191,873 18	— 5,632,506 27
Contributi — Tasse di consumo — Dogane e diritti marittimi	11,950,928 70	8,826,862 41	2) + 3,124,066 29	80,477,667 23	99,281,706 23	— 18,804,039 »
Contributi — Tasse di consumo — Dazi interni di consumo	8,368,924 13	5,376,126 84	+ 2,992,797 29	46,224,194 40	42,069,309 43	+ 4,154,884 97
Contributi — Tasse di consumo — Tabacchi	»	47,773 26	— 47,773 26	56,884,302 50	61,109,801 30	— 4,225,498 80
Contributi — Tasse di consumo — Sali	6,507,807 45	6,173,033 98	3) + 334,773 47	51,069,280 02	51,962,305 39	— 893,025 37
Contributi — Tasse diverse — Ritenute sugli stipendi e sulle pensioni; multe e pene pecuniarie relative alla riscossione delle imposte	545,674 01	801,049 78	— 255,375 77	2,177,498 83	2,502,813 03	— 325,314 20
Contributi — Tasse diverse — Lotto	6,048,852 85	4,582,584 12	+ 1,466,268 73	43,348,961 74	39,606,496 89	+ 3,742,464 85
Proventi di servizi pubblici — Poste	2,336,820 »	2,170,664 29	+ 166,155 71	18,178,404 81	17,881,332 30	+ 297,072 51
Proventi di servizi pubblici — Telegrafi	769,823 73	782,136 42	— 12,312 69	6,251,634 62	5,879,359 39	+ 372,275 23
Proventi di servizi pubblici — Strade ferrate di proprietà dello Stato	2,000,000 »	2,500,000 »	— 500,000 »	19,500,000 »	20,000,000 »	— 500,000 »
Proventi di servizi pubblici — Servizi diversi	1,702,389 »	1,314,867 11	+ 387,521 89	12,463,128 04	11,686,786 74	+ 776,341 30
Rimborsi e concorsi nelle spese	3,292,334 46	2,754,332 16	+ 538,002 30	11,815,069 90	10,752,286 23	+ 1,062,783 67
Entrate diverse	598,659 66	475,855 96	+ 122,803 70	7,158,443 33	6,371,717 34	+ 786,725 99
B) Partite di giro (Categoria IV)	2,515,249 25	409,060 48	4) + 2,106,188 77	77,539,082 82	81,269,827 07	— 3,730,744 25
Entrata straordinaria.						
C) Entrate effettive (Categoria I):						
Redditi patrimoniali dello Stato	»	»	»	51,299 92	45,404 19	+ 5,895 73
Contributi — Debiti dei comuni per dazio consumo	2,500 »	1,800 »	+ 700 »	20,000 »	20,000 »	»
Rimborsi e concorsi nelle spese	265,974 88	236,851 68	+ 29,123 20	5,120,808 57	1,600,454 17	+ 3,520,354 40
Entrate diverse	78,240 50	831 14	+ 77,409 36	199,481 01	87,948 26	+ 111,532 75
Capitoli aggiunti — Arretrati per imposta fondiaria	16,398 35	16,391 20	+ 7 15	105,440 42	239,849 56	— 134,409 14
Capitoli aggiunti — Arretrati per imposta sui redditi di ricchezza mobile	5,362 69	36,889 52	— 31,526 83	26,345 35	112,049 80	— 85,704 45
Capitoli aggiunti — Residui attivi diversi	60,620 46	70,555 58	— 9,935 12	371,225 29	506,898 84	— 135,673 55
D) Movimento di capitali (Categoria II):						
Vendita di beni ed affrancamento di canoni	1,814,498 31	1,788,899 86	+ 25,598 45	28,253,228 75	31,684,806 63	— 3,431,577 88
Riscossione di crediti	356,403 13	434,711 33	— 78,308 20	1,147,366 14	986,357 79	+ 161,008 35
Accensione di debiti	78,526 87	1,240,078 85	5) — 1,161,551 98	266,817 12	38,569,973 63	— 38,303,156 51
Capitoli aggiunti	»	»	»	»	»	»
E) Costruzione di strade ferrate (Categoria III):						
Prodotto di alienazione di rendita consolidata per la costruzione di ferrovie, e rimborsi e concorsi dai comuni e dalle provincie interessate	4,316 66	»	+ 4,316 66	3,004,014 04	10,164,111 12	— 7,160,097 08
TOTALE INCASSI . . . . L.	120,791,220 64	110,987,522 87	+ 9,803,697 77	862,709,541 75	939,485,872 31	— 76,776,330 56

Segue **PROSPETTO comparativo degli incassi e dei pagamenti verificatisi presso le Tesorerie del Regno durante i mesi sotto indicati.**

PAGAMENTI	MESE di agosto 1880	MESE di agosto 1879	DIFFERENZA nel 1880	Da gennaio a tutto agosto 1880	Da gennaio a tutto agosto 1879	DIFFERENZA nel 1880
Ministero del Tesoro	19,959,113 90	14,096,498 05	+ 5,862,615 85	450,441,830 20	425,430,046 20	+ 25,011,784 »
Id. delle Finanze	12,289,951 97	13,468,580 31	— 1,178,628 34	79,061,240 42	111,294,735 29	— 32,233,494 87
Id. di Grazia e Giustizia e dei Culti	2,467,420 74	2,408,984 31	+ 58,436 43	18,565,496 85	18,494,615 26	+ 70,881 59
Id. degli Affari Esteri	457,799 40	441,483 41	+ 16,315 99	4,055,425 30	4,146,572 90	— 91,147 60
Id. dell'Istruzione Pubblica	2,194,360 15	1,982,120 40	+ 212,239 75	18,763,094 15	18,316,279 89	+ 446,814 26
Id. dell'Interno	5,787,322 50	4,843,878 63	+ 943,443 87	42,077,845 10	38,521,628 84	+ 3,556,216 26
Id. dei Lavori Pubblici	11,938,584 41	8,768,411 50	+ 3,170,172 91	84,711,123 89	71,183,382 12	+ 13,527,741 77
Id. della Guerra	17,715,478 12	18,625,563 08	— 910,084 96	137,577,411 65	143,795,289 15	— 6,217,877 50
Id. della Marina	3,706,666 08	3,533,268 89	+ 173,397 19	28,513,292 79	30,241,461 54	— 1,728,168 75
Id. dell'Agricoltura, Industria e Commercio	848,635 11	767,590 03	+ 81,045 08	6,081,512 36	5,957,371 04	+ 124,141 32
TOTALE PAGAMENTI . . . L.	77,365,332 38	68,936,378 61	+ 8,428,953 77	869,848,272 71	867,381,382 23	+ 2,466,890 48
Differenza fra gli incassi ed i pagamenti . . . . L.	+43,425,888 26	+42,051,144 26	+ 1,374,744 »	— 7,138,730 96	+72,104,490 08	— 79,243,221 04

Annotazioni.

1) La diminuzione di lire 1,468,267 79 deve ascriversi unicamente, come si accennò nei precedenti mesi, all'esenzione della tassa del macinato sul secondo palmento.

2) L'aumento di lire 3,124,066 29 nelle dogane dipende da maggiori importazioni di spirito e di petrolio nei giorni che precedettero l'aumento dei diritti di confine, e soprattutto dalla ripresa dell'importazione di zucchero e di caffè.

3) L'aumento di lire 334,773 47 nella vendita dei sali va attribuito alla cessazione della crisi annonaria.

4) L'aumento di lire 2,106,188 77 deriva per intero da maggiori versamenti verificatisi per fitto di beni demaniali destinati ad uso od in servizio di Amministrazioni governative.

5) La diminuzione di lire 1,161,551 98 proviene principalmente dall'incasso verificatosi nel mese di agosto 1879 di lire 1,234,223 89 per alienazione di Obbligazioni sui beni ecclesiastici, la cui vendita per effetto del Regio decreto 26 settembre 1879, numero 5080, è sospesa.

Roma, 12 settembre 1880.

Il Direttore Capo della 5ª Divisione
BIANCHI.

Il Direttore Generale
CANTONI.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

CONCORSO *per esame al posto di professore direttore della Scuola Ostetrica e chirurgo curante dell'Ospedale Maggiore di Vercelli.*

Riuscito a vuoto il concorso per titoli al posto di professore direttore della Scuola Ostetrica e chirurgo curante presso l'Ospedale Maggiore di Vercelli, è aperto il concorso per esame al posto stesso.

Le domande di ammissione dovranno presentarsi al Ministero di Pubblica Istruzione a tutto il 29 dicembre 1880, ed essere accompagnate dalla fede di nascita e di moralità.

Per coloro i quali già presero parte al concorso sopra titoli e si presenteranno a questo per esame sarà tenuto conto anche del giudizio dato sui titoli.

A questi concorrenti e a coloro che anteriormente non concorsero per titoli, sarà consentito di presentare insieme colla domanda qualunque documento o titolo da essi creduto opportuno.

Le prove avranno luogo nelle sale della R. Università di Torino e saranno date secondo le prescrizioni dell'art. 9 del regolamento approvato col R. decreto 13 maggio 1875.

Roma, 26 agosto 1880.

Per il Direttore Capo di Divisione
COSTETTI.

CONCORSO *per titoli al posto di professore ordinario alla cattedra di chimica generale, vacante nella Regia Università di Napoli.*

A forma dell'articolo 3 del regolamento pei concorsi a cattedre universitarie, approvato col R. decreto 13 maggio 1875, è aperto il concorso per la nomina di un professore ordinario alla cattedra di chimica generale, vacante nella R. Università di Napoli.

Il concorso avrà luogo per titoli.

Le domande d'ammissione al concorso dovranno presentarsi al Ministero della Pubblica Istruzione entro il giorno 30 del mese di ottobre p. v.

I concorrenti dovranno unire alle domande i titoli che crederanno adatti a fornire informazioni sulla loro condotta morale, sulla loro attitudine didattica e sulla loro vita scientifica, della quale dovranno inoltre presentare una succinta narrazione.

Non sono ammessi i lavori manoscritti.

Conviene che le pubblicazioni sieno presentate in 5 esemplari, acciò si possano distribuire simultaneamente ai componenti la Commissione.

Roma, addì 28 agosto 1880.

Per il Direttore Capo di Divisione
COSTETTI.

CONCORSO *per titoli al posto di professore ordinario alla cattedra di chimica docimastica, vacante nella Scuola d'applicazione per gl'ingegneri di Napoli.*

A forma dell'articolo 3 del regolamento pei concorsi a cattedre universitarie, approvato col R. decreto 13 maggio 1875, è aperto il concorso per la nomina di un professore ordinario alla cattedra di chimica docimastica, vacante nella Scuola d'applicazione per gl'ingegneri di Napoli.

Il concorso avrà luogo per titoli.

Le domande d'ammissione al concorso dovranno presentarsi al Ministero di Pubblica Istruzione entro il giorno 30 del mese di ottobre p. v.

I concorrenti dovranno unire alle domande i titoli che crederanno adatti a fornire informazioni sulla loro condotta morale, sulla loro attitudine didattica e sulla loro vita scientifica, della quale dovranno inoltre presentare una succinta narrazione.

Non sono ammessi i lavori manoscritti.

Conviene che le pubblicazioni sieno presentate in 5 esemplari, acciò si possano distribuire simultaneamente ai componenti la Commissione.

Roma, 28 agosto 1880.

Per il Direttore Capo di Divisione
COSTETTI.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Si notifica che nel giorno di giovedì 30 del corrente mese, incominciando alle ore 9 antimeridiane, si procederà in una delle sale di questa Direzione Generale, nel palazzo del Ministero delle Finanze, via Goito, in Roma, con accesso al pubblico, alle seguenti operazioni, cioè:

1. All'abbruciamento delle Obbligazioni al portatore di lire cinquecento cadauna (emesse dal comune di San Pier d'Arena e passate a carico dello Stato per R. decreto 31 maggio 1859, legge 4 agosto 1861, elenco *D*, n. 7), comprese in precedenti estrazioni e presentate al rimborso a tutto il 15 corrente;

2. Alla 22ª estrazione annuale di Obbligazioni della stessa creazione, il capitale delle quali verrà soddisfatto a far tempo dal 1° gennaio 1881.

Le Obbligazioni da estrarsi sulle 140 tuttora vigenti, giusta la tabella annessa al citato R. decreto 31 maggio 1859, sono ottanta, di cui le prime otto estratte avranno diritto al premio di lire 700 cadauna, a norma dell'ultimo alinea degli articoli 2 e 6 dello stesso Reale decreto.

Con altra notificazione si pubblicherà il montare delle Obbligazioni abbruciate, il risultamento dell'estrazione, non che l'elenco delle Obbligazioni comprese in precedenti estrazioni e non ancora presentate al rimborso.

Roma, il 15 settembre 1880.

Il Direttore Capo della 3ª Divisione
G. REDAELLI.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: numero 214688 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 31748 della soppressa Direzione di Napoli), per lire 45, al nome di Schisano Maria Gaetana e Maria Luisa fu Vincenzo, *Pennaroli* Luisa Margherita e Luigi di Gaetano, minori, sotto l'amministrazione del loro padre, domiciliati in Napoli, venne così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti alla Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Schisano Maria Gaetana e Maria Luisa fu Vincenzo, *Pennarola* Luisa, Margherita e Luigi, ecc., veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, li 13 settembre 1880.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 per cento, cioè: numero 450572 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al numero ... della soppressa Direzione di Torino), per lire 65; numeri 450573 e 55273 di Torino, per lire 55; numeri 450574 e 55274 di Torino, per lire 220; numeri 450575 e 55275 di Torino, per lire 165; numeri 450576 e 55276 di Torino, per lire 50; e numeri 450577 e 55277 di Torino, per lire 40; nonchè i due assegni, num. 9310 per lira 1 e 9311 per lire 4 76, iscritti pure a Torino, tutte al nome di Garzini *Adolfo*, Attilio, Leonida e Carolina fu Francesco, domiciliati in Acqui, minori, sotto la tutela della loro madre Rantier Maddalena vedova Garzini, vennero così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Garzini *Rodolfo*, Attilio, Leonida e Carolina fu Francesco, ecc., veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, lì 13 settembre 1880.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 per cento, cioè: numero 342361 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 159421 della soppressa Direzione di Napoli), per lire 5000, e n. 94263 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 185, al nome di Pagliano *Enrico* di Girolamo, sono state così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Pagliano *Pietro Antonio Enrico* di Girolamo, vero proprietario delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, lì 13 settembre 1880.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

IL PREFETTO

DELLA PROVINCIA DI CATANZARO

Visto il regolamento del dì 4 di aprile 1869;

Vista la deliberazione del Consiglio provinciale scolastico del dì 17 dell'andante mese,

Notifica:

Che nel dì 10 del prossimo mese di ottobre avranno principio gli esami di concorso per due posti governativi semi-gratuiti nel Convitto Nazionale di Catanzaro.

Vi possono concorrere i giovani di ristretta fortuna, che godano de' diritti di cittadinanza, che abbiano compiuti gli studi elementari e che non oltrepassino il dodicesimo anno di età nel tempo che si presentano al concorso: al quale ultimo requisito però è fatta eccezione soltanto per i giovani già alunni del Convitto pel quale concorrono, o di altro parimente governativo.

La sede del concorso è lo stesso Convitto Nazionale dove sono vacanti i posti, e l'esame si farà per doppia prova, cioè scritta ed orale.

La prova scritta, per gli alunni che hanno compiuto il corso elementare, consiste in un componimento italiano ed in un quesito di aritmetica. Quella degli alunni, che attendono agli studi secondari classici, in un componimento italiano e in una versione dal latino, corrispondente agli studi fatti. La prova orale poi, che avrà luogo nei giorni che seguono immediatamente a quelli della prova scritta, verserà su tutte le materie richieste per l'esame di promozione alle rispettive classi de' vari concorrenti.

Per essere ammessi al concorso occorre che ciascun aspirante presenti, non più tardi del giorno 25 del p. v. settembre, al signor Preside Rettore di questo Convitto Nazionale i documenti qui sotto notati:

1. Una istanza scritta di propria mano con dichiarazione della classe di studio che ha frequentato nel corso dell'anno;
2. La fede legale di nascita;
3. Un attestato di moralità rilasciatogli o dalla Potestà Municipale, o da quella dell'Istituto da cui proviene;
4. Un attestato autentico degli studi fatti;
5. L'attestato di aver subìto l'innesto vaccino o sofferto il vaiuolo, e di essere sano e scevro d'infermità contagiose;
6. Una dichiarazione della Giunta Municipale sulla professione paterna, sul numero e sulle qualità delle persone che compongono la famiglia; sulla somma che la famiglia paga a titolo di contribuzione, accertata mediante dichiarazione dell'Intendente di Finanza; sul patrimonio che il padre, la madre, o lo stesso candidato possiedono.

Catanzaro, addì 22 agosto 1880.

Il Prefetto Presidente: COLUCCI.

R. UNIVERSITÀ DI BOLOGNA

CONCORSO *per titoli al posto di medico assistente nella R. Scuola di ostetricia.*

Veduto il regolamento delle Scuole di ostetricia per le aspiranti levatrici, approvato con Regio decreto 10 febbraio 1876;

Veduto quanto dispone l'art. 8 del detto regolamento,

È aperto il concorso per titoli al posto di medico assistente in questa Scuola.

Le domande ed i titoli dovranno dirigersi e giungere alla Direzione della Scuola non più tardi della fine di settembre 1880.

L'assistente ha lo stipendio di lire 1200 coll'obbligo di prestarsi per l'istruzione delle allieve levatrici. Esso verrà nominato per un biennio; ma può essere confermato, sentita la Direzione della Scuola.

Le conferme successive possono farsi per la durata di 3 anni.

Bologna, addì 16 agosto 1880.

Il Direttore della Scuola CARLO MASSARENTI.

Visto — *Il Rettore* MAGNI.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Parlando dell'eventuale dimostrazione navale, il corrispondente parigino del *Times* dice esser vero e naturale che il movimento delle navi da guerra, fino a ricevimento di nuovi ordini, avrà il carattere puro e semplice di una dimostrazione e che per il momento le potenze unite, come prova del loro accordo, spiegheranno dinanzi ai turchi ed agli albanesi le bandiere unite dell'Europa affine di mostrar loro che non è più al Montenegro ma all'Europa che essi si oppongono.

« Però, soggiunge il corrispondente, è stato espressamente

stipulato che la dimostrazione non perderà il suo carattere di pura dimostrazione se non in seguito ad un accordo unanime delle potenze interessate; che nessuna di esse agirà isolatamente e non rimarrà, non partirà, non sbarcherà e non bombarderà indipendentemente dalle altre; che nessuna modificazione del carattere attuale della dimostrazione potrà aver luogo se non dopo un'altra intesa, e che se l'accordo dovesse rompersi, nessuna potenza potrà prolungare la dimostrazione, o modificare il suo carattere, se non a proprio rischio e pericolo.

" Tali sono, secondo notizie che ricevo da fonte attendibilissima, le basi sulle quali si è effettuato l'accordo. Epperò cadono tutte le voci secondo le quali l'Austria e la Germania si erano obbligate di provvedere per il caso in cui la Russia e l'Inghilterra desiderassero di sbarcare delle truppe e di incominciare a Dulcigno una politica d'azione contraria alle viste ed agli interessi del resto d'Europa. Se la Germania e l'Austria avessero realmente potuto pensare che l'Inghilterra e la Russia sono disposte a profittare della dimostrazione per fare uno sbarco per loro proprio conto e per incominciare in Oriente una politica d'azione contraria agli interessi del resto d'Europa, esse avevano a loro disposizione un mezzo molto più semplice di impedire l'azione anglo-russa. Avrebbero cioè potuto rifiutare di associarsi alla dimostrazione e tutto il progetto sarebbe ito in fumo. L'aver esse consentito ad associarsi alla dimostrazione prova che nulla di consimile è venuto a preoccuparle, e l'accordo che esposi a larghi tratti più sopra addimostra che nessuna potenza può imprendere cosa che sia contraria agli interessi degli altri. "

Lo stesso corrispondente nota poi che resteranno delle difficoltà da superarsi, che i turchi cedano Dulcigno o no. " Se i turchi, dice esso, consegnano Dulcigno, sorgerà immediatamente la questione della dimostrazione in favore della Grecia. È noto che la Francia ha dato, sul principio, la sua adesione alla dimostrazione in favore del Montenegro, alla condizione espressa che una dimostrazione eguale seguirebbe in favore della Grecia. Nessuna delle potenze ha protestato contro questa proposta. Da allora è avvenuto, è vero, un cambiamento notevole in Francia per ciò che concerne la questione greca, cambiamento che merita una grande attenzione. Il sentimento pubblico dell'Europa istessa si è alquanto modificato a questo riguardo. Ciò non pertanto resta a vedersi se, nel caso in cui le concessioni turche giungessero a tempo per impedire la dimostrazione, la Francia manterrà od abbandonerà la dimanda che essa ha fatto di una dimostrazione in favore della Grecia, e se, nel caso in cui vi persistesse, le potenze si mostreranno disposte ad eseguirla, o se non avranno il diritto di dire e non saranno disposte a dire che, abbandonata la dimostrazione montenegrina, ciò implica *ipso facto* l'abbandono della dimostrazione greca.

" Da altro canto, prosegue il corrispondente, vi potrebbe essere qualche altra potenza, che non è la Francia, che avesse interesse a risollevare la questione della dimostrazione greca, quando anche quella in favore del Montenegro non avesse luogo. In ogni modo, malgrado tutte le precauzioni prese, la dimostrazione è piena d'incertezza, ed il meglio che si possa sperare è ancora questo, che i turchi acconsentano a cedere tutto ciò che l'Europa dimanda, in cambio di un prestito collettivo, di cui la Turchia ha più bisogno che del territorio che essa rifiuta di abbandonare. "

La lettera che il signor Devès, presidente della Sinistra repubblicana della Camera dei deputati di Francia, ha diretta al signor Guichard, rifiutandosi categoricamente di convocare l'ufficio del suddetto gruppo parlamentare e il Comitato delle Sinistre per il fine di spingere il ministero a dare completa e sollecita esecuzione ai decreti del marzo, forma l'oggetto di amplissimi commenti della stampa parigina.

Ci sono giornali che approvano senza riserva la lettera del signor Devès. Ce ne sono altri che gli danno torto di non avere capito l'utilità e l'opportunità di un'adunanza di deputati in questo momento a Parigi, e che non vogliono arrendersi alle considerazioni dello scemamento di responsabilità che deriverebbe al governo da una deliberazione della maggioranza, e dalla irregolarità di vedere un qualunque gruppo parlamentare prendere in tempo di vacanze il posto della Camera intera.

D'altronde quella esitazione che si imputa al ministero riguardo alla applicazione del secondo decreto del 29 marzo non esisterebbe se è vero quello che scrive il *National*, che cioè il ministro dell'interno signor Constans, parlando con uno dei redattori del nominato giornale, e dopo avere indicati i motivi che hanno ritardata l'applicazione dell'accennato decreto, abbia dichiarato che i prefetti hanno già ricevuto fin dal 29 agosto le istruzioni necessarie ad applicarlo e che per questo oggetto venne fissata la data del 4 ottobre.

Si fa inoltre notare che la lettera del signor Guichard è del 6 settembre e che essa è quindi anteriore alla nota del *Journal Officiel* colla quale venne smentito tutto quanto è stato detto di impegni presi dal signor De Freycinet nella circostanza della dichiarazione che venne sottoposta al consenso delle congregazioni. La qual nota tuttavia, al credere dell'*Indépendance Belge*, non può avere soddisfatto che molto parzialmente il signor Guichard.

La conseguenza pratica di tutti questi incidenti e del linguaggio esplicito tenuto dalla *République française* al ministero fu che le Congregazioni hanno subitamente modificato il loro contegno. Sono pochi giorni, la dichiarazione non aveva raccolto adesioni se non se fra le congregazioni femminili. Il *Français* annunzia ora che tutte le congregazioni non autorizzate, meno una sola, la cui adesione anch'essa è certa, hanno, senza altra remora, firmato il documento che deve far fede del loro rispetto per le leggi e per la Repubblica.

La questione delle Università, che ha occupato due anni sono il Parlamento inglese, venne testè rimessa all'ordine del giorno da una deliberazione dell'episcopato d'Irlanda. Riuniti in concilio al collegio Maywooth di Dublino, i vescovi irlandesi hanno elaborata una lettera-pastorale ai loro fedeli che costituisce un vero manifesto politico. Essi vi attaccano la nuova legislazione sull'insegnamento votata dal precedente Parlamento, e rinnovano le loro antiche rivendicazioni a favore della libertà assoluta della istruzione religiosa ecclesiastica.

Nella pastorale è detto: che nulla è stato fatto per mutare il carattere pernicioso dei collegi a sistema d'insegnamento misto; che trentamila sterline furono votate dalle Camere per il mantenimento di collegi contrari alla fede e che, per contrario, nessuna dotazione venne assegnata all'Università cattolica. I vescovi consentono alla gioventù di frequentare l'Università Regia, perchè il modo in cui vi è organizzata la istruzione non impedisce l'insegnamento religioso Però dichiarano che questo consenso non implica alcun riconoscimento del sistema vigente, che essi riguardano siccome contrario alla libertà ed all'uguaglianza.

L'*Indépendance Belge* osserva come siasi scelto un momento estremamente inopportuno per risollevare simile questione.

La Spagna ha concluso ultimamente un trattato di pace e di amistà cogli Stati Uniti di Colombia. A termini di questo trattato, che è stato firmato a Parigi dai rappresentanti dei due paesi, le parti contraenti si sono concessa reciprocamente la facoltà di stabilire l'una presso l'altra delle legazioni e dei consolati nelle località ove stimeranno conveniente, e il diritto di ottenere in ogni tempo, e senza pregiudizio di nuove convenzioni commerciali, tutti i privilegi, eccezioni ed avvantaggi accordati da esse alla nazione più favorita relativamente alle tariffe di dogana ed ai trasporti per vie ferrate od altre vie praticabili.

La Spagna ha acquisito un eguale diritto relativamente alla navigazione per il canale interoceanico progettato attraverso l'istmo di Panama.

I giornali di Yokohama annunziano che il ministro degli affari esteri del Giappone ha fatto rimettere, non ha guari, a tutti i ministri esteri accreditati presso il governo del Micado, dei progetti di nuovi trattati che il governo giapponese propone di conchiudere colle potenze con cui ha relazioni.

Questi progetti, in numero di due, comprendono: il primo, le clausole di un trattato di alleanza e di amicizia; il secondo, delle nuove tariffe che fissano i diritti di dogana.

Nell'inviare questi documenti ai ministri esteri, il signor Ino Ouyé, li pregava di inviare a Tokio delle persone munite di pieni poteri per discuterli.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

Londra, 14. — Fallì un tentativo per fare uscire un treno dal binario, col mezzo della dinamite, presso la stazione di Bushey, sul North-Western Railway.

Londra, 14. — Il *Morning Post* ha da Berlino che la Germania lavora attivamente per la conclusione di un accordo completo tra l'Austria e l'Italia.

Londra, 14. — Lo *Standard* annunzia che il rappresentante della Turchia a Cettigne invita il Montenegro a designare un commissario per la cessione formale di Dulcigno.

Firenze, 14. — S. M. il Re disse al Sindaco, la notte scorsa, partendo: « Esprima alla popolazione fiorentina la mia profonda riconoscenza per l'accoglienza affettuosa fattami, la quale superò anche quelle ricevute altre volte: ne serberò incancellabile memoria, tanto più che evvi associato l'esercito. »

Milano, 14. — Stamane, circa le dieci, proveniente da Firenze, giunse S. M. il Re con le sue Case civile e militare. Fu ossequiato alla stazione dalle autorità.

S. M. ripartì tosto per Monza.

Milano, 14. — Alle ore 2 37 pom., proveniente da Stresa, giunse S. M. la Regina col Principe di Napoli, accompagnata dalle sue dame.

S. M. fu ossequiata alla stazione dalle autorità e proseguì per Monza.

San Vincenzo, 13. — È giunto il postale *Umberto I*, della Società Rocco Piaggio, proveniente dalla Plata e dal Brasile, e prosegue per Barcellona, Marsiglia e Genova,

NOTIZIE DIVERSE

S. M. il Re a Firenze. — Nella *Nazione* del 15 si legge: Sebbene l'ora della partenza di S. M. fosse rimasta ignota a non pochi, e malgrado l'ora avanzata, moltissima gente si trovò presente alle ore 12 e 20 minuti della notte dal lunedì a martedì tanto nell'interno quanto nell'esterno della stazione, e quivi acclamò vivamente al Re appena egli giunse, e lo salutò con un fragoroso grido quando il treno Reale si mosse.

Nel salone di ricevimento prossimo alla piattaforma della stazione erano ad ossequiare Sua Maestà e S. A. R. il Duca d'Aosta il prefetto, il sindaco, l'assessore municipale conte Barbolani da Montauto, il luogotenente generale conte Avogadro di Casanova, il luogotenente generale Bocca, il conte senatore De Cambray-Digny, il colonnello dei Reali carabinieri e il questore.

Sua Maestà prima di partire strinse affettuosamente la mano a tutti; e voltosi per ultimo all'onorevole nostro sindaco, commosso lo pregò di farsi interprete dei suoi benevoli sentimenti presso *la sua buona e gentile Firenze* per la meravigliosa accoglienza fatta a lui e all'esercito.

Il sindaco comunicava ai cittadini l'espressione dell'animo del Re con questo manifesto:

« Cittadini!

« Sua Maestà il Re, partendo questa notte da Firenze, mi disse:

« Esprima alla popolazione fiorentina la mia profonda rico-
« scenza per l'accoglienza affettuosa che mi ha fatto, la quale ha
« superato anche quelle che ho ricevute altre volte. Io ne serberò
« incancellabile memoria, tanto più che vi è stato associato l'eser-
« cito. »

« Alla benevolenza delle auguste parole che io vado superbo di annunziarvi, sarebbe vana ogni aggiunta.

« Dal Palazzo Municipale,

« Firenze, li 14 settembre 1880.

« *Il Sindaco*
« Tommaso Corsini. »

— Sua Maestà il Re, lasciando Firenze, elargiva ai poveri la somma di lire 10,000.

Notizie marittime. — Proveniente da Villafranca, il 14 corrente giunse nel porto di Livorno la piro-fregata americana *Trenton*, comandata dal capitano di vascello Queen, con 470 persone di equipaggio e 12 cannoni, e avente a bordo il contrammiraglio Howel.

Archeologia. — Il *Roma* di Napoli del 14 scrive che, continuando gli scavi della necropoli Cumana, si rinvennero parecchie tombe piane con o senza pavimento di tufo, tombe a maceria, a connola romana, nella maggior parte delle quali si trovarono scheletri più o meno intatti, con specchi, dadi, monete, boccettine di vetro, olle rustiche, piatti, tazze, balsamari ed altri simili ornamenti.

Congresso internazionale di beneficenza. — Non avendo potuto, per mancanza di spazio, riprodurre le importanti discussioni di questo Congresso, che terminò testè i suoi lavori a Milano, ne riferiamo le conclusioni:

I. — Ammessa la necessità di conoscere la vera miseria nelle trasformazioni morali e materiali della famiglia dell'indigente, si propone che le Congregazioni di carità e gli altri Istituti elemosinieri abbiano a tenere una nota informativa dei poveri abitanti nelle rispettive giurisdizioni, coll'avvertenza che nelle località dove vi sono parecchi Istituti elemosinieri, questi si scambino tale nota allo scopo di evitare gli abusi. A tale uopo si raccomanda di ricorrere anche alle informazioni dell'operaio onesto.

Ammesso che le Società di mutuo soccorso presentano maggiori garanzie di laboriosità e di previdenza negli operai ad esse ascritti, si propone che i rappresentanti degli Istituti elemosinieri ricorrano alle Società di mutuo soccorso per avere informazioni sulle condizioni dei bisognosi.

II. — L'Assemblea fa voti perchè, completato il sistema di informazioni, le Amministrazioni elemosiniere nelle erogazioni della beneficenza preferiscano possibilmente i sussidi in denaro, adottando quelle discipline e sorveglianze più atte al buon impiego dei sussidi ed alla loro conservazione, quando si tratta di oggetti di cui si concede solamente l'uso.

Quanto ai sussidi in denaro fa voti che si accordino possibilmente minori di numero, maggiori per entità ed efficacemente rispondenti ai bisogni riconosciuti.

III. — La Sezione fa voti perchè i sussidi per baliatico alle madri povere impotenti siano accordati alle madri legittime ed illegittime, preparando così gradualmente l'abolizione dei Brefotrofi.

IV. — La Sezione, deplorando che il maggior numero di proprietari di abitazioni per i poveri tengano le loro proprietà in condizioni insalubri, fa voti perchè le Amministrazioni pie si adoperino a promuovere la costruzione di case per le famiglie povere, e nel concedere sussidi per alloggio si facciano intermediarie fra il povero e l'autorità che tutela l'igiene pubblica, all'effetto che le case insalubri vengano bonificate nel miglior modo; e infine nello accordare i sussidi stessi diano la preferenza ai poveri che hanno abitudini d'ordine e di pulizia.

V. — La Sezione fa voti che le Opere pie si adoperino a completare l'istruzione elementare, data dal Governo e dai Municipi, favorendo in particolar modo le scuole agrarie, quelle di arti e mestieri e i ricreatori festivi.

VI. — La Sezione, riconosciuto che la istituzione delle doti è una di quelle che meno rispondono ai bisogni del tempo, la ammette però e ne fa speciale raccomandazione agli Istituti elemosinieri nei soli casi in cui per la loro entità possano fondare con buon successo e con profitto del costume una famiglia E fa voti perchè soprattutto nei grandi centri, dove questa forma di sussidi riesce meno provvida, i fondi che risultano disponibili e sovrabbondanti alla media annua dei matrimoni siano convertiti a sussidio e svolgimento della istruzione professionale, che è la dote migliore della donna.

VII. — La Sezione raccomanda che si aiuti la riforma dei Monti di pietà, quali Banche del povero.

VIII. — L'adunanza, convinta della necessità di giovare alle classi agricole non meno che a quelle operaie, persuasa che di molte vecchie e benefiche istituzioni le mutate condizioni del paese reclamano la trasformazione, fa voti che una parte dei fondi di beneficenza libera, le confraternite laicali e simiglianti istituzioni nelle provincie ove esistono, sieno trasformate in Istituti di previdenza collettivi. Ciò allo scopo di sollevare il povero meritevole di essere assistito con lo svolgimento del credito nelle sue forme svariate, compreso il prestito su parola d'onore (elemento di educazione nazionale) ed inoltre con Casse di pensioni per la onesta vecchiezza inabile al lavoro.

IX. — Il Congresso fa voti perchè nuovi provvedimenti di legge rendano possibile di migliorare le condizioni dell'infanzia abbandonata.

X. — Nella convinzione che ai bambini accolti negli Istituti per l'infanzia abbandonata non sia per difettare la dovuta assistenza igienica e sanitaria, vuolsi sia resa obbligatoria per legge una attiva sorveglianza degli infanti collocati all'esterno, a mezzo dei sindaci, delle Commissioni sanitarie municipali, dei Consigli sanitari di circondario e provinciali, e sia promossa la formazione di Società private e di Comitati locali di sorveglianza e di protezione.

XI. — A prevenire l'abbandono di bambini è desiderabile che soccorsi di baliatico e di allevamento siano conferiti dalla beneficenza pubblica alle figlie madri povere, che hanno riconosciuto la prole naturale, ed agli stessi padri naturali che le prestano assistenza, quando versino in istato di miserabilità comprovata.

XII. — È bene si estendano sempre più i soccorsi di baliatico a favore delle madri legittime e illegittime povere che attendono all'allattamento del proprio bambino, o per impotenza fisica lo hanno affidato ad altra nutrice, onde possano sorvegliarne l'allevamento.

XIII. — È da favorirsi la istituzione dei presepi pei bambini lattanti e slattati, sotto la rigorosa osservanza delle regole igieniche e sanitarie.

Lo zucchero di barbabietola. — L'*Economia Rurale* di Torino annunzia che il prof. Lövig di Breslavia fece un'importante scoperta nella fabbricazione dello zucchero, sopprimendo cioè una gran parte delle operazioni che generalmente si fanno subire al sugo di barbabietola. In luogo di servirsi della calce per defecare il sugo e ricorrere perciò ad una doppia combinazione mediante l'acido carbonico per eliminare la calce allo stato di carbonato e filtrare poscia sul nero animale i sughi carbonati, le quali operazioni non impediscono ad un terzo circa del sugo di barbabietola di trasformarsi in melassa, il prof. Lövig si è limitato ad aggiungere ai sughi greggi dell'idrato d'allumina, del quale egli ha trovato il modo di preparazione industriale.

Quest'idrato trattiene le materie coloranti albuminoidi ed azotate, colle quali viene a formare una spuma che si separa. Resta poi a concentrare il liquido zuccherino quasi puro, così ottenuto. Se il successo del prof. Lövig sarà confermato, si può dire che sarà senza dubbio il più grande processo che si sia ottenuto nella fabbricazione dello zucchero dopo la sua creazione.

Ferrovia del Gottardo. — Secondo le *Basler Nachrichten*, la linea del Gottardo occupa in questo momento circa 17 mila operai, di cui circa 5000 al gran tunnel. Questi ultimi devono lasciare il 3 per 0[0 del loro salario nella Cassa di soccorso organizzata specialmente per loro; ma questa leggiera contribuzione non è bastata finora, come facilmente si comprende, a far fronte a tutte le spese; essa ha però fornito dei soccorsi per casi d'accidenti o di malattia, in complesso fr. 845,000; da parte loro gli impresari del tunnel vi aggiunsero 114,000 franchi, in modo che finora venne speso quasi un milione per gli operai del tunnel ammalati o vittime di accidenti, o a favore delle loro famiglie.

Raccolto dei bozzoli al Giappone. — Da informazioni del Regio console a Yokohama, in data del 18 giugno ultimo scorso, rilevasi come il raccolto dei bozzoli si considera come ben riuscito in tutto il Giappone. Le poche lagnanze durante ed in fine dell'educazione erano causate da cambiamenti repentini di temperatura, ma ciò, oltrechè accade ogni anno, fu limitato a poche località, e perciò non fu causa di gravi conseguenze.

La maggior parte dei coltivatori è ora occupata a filare seta o

preparare seme per proprio uso e per l'esportazione. Finora continua l'impossibilità di procurarsi notizie certe e precise sul quantitativo dei cartoni che si prepareranno per l'esportazione nella prossima stagione. Generalmente si ripete, e ciò tanto dagli interessati come dai non interessati, che il numero dei cartoni destinati all'esportazione sarà minore di quello dello scorso anno.

I prezzi poco rimuneratori ottenuti negli ultimi anni avrebbero distolto molti, che nell'addietro preparavano cartoni, dal confezionarne quest'anno, e molti avrebbero dovuto cessare da tale speculazione, perchè rovinati dal mal esito delle passate campagne. Ciò è detto, per altro, a titolo d'informazione, della quale non si può assicurare l'esattezza, poichè potrebbero facilmente essere voci originate dai vecchi spedenti antecedentemente usati da qualche industriale giapponese.

Il Regio console aggiunge che pel giorno 19 dello stesso mese di giugno si attendeva a Yokohama l'arrivo delle prime balle di seta nuova da Maibaschi, e che pei primi di luglio quel mercato avrebbe potuto essere ben provvisto.

Decessi. — Al *Giornale di Sicilia* del 13 scrivono da Trapani:

Il cav. Giuseppe Polizzi, bibliotecario della Fardelliana, negli scorsi giorni prendeva come calmante un farmaco che dopo poche ore gli toglieva la vita. Il paese perde in lui un uomo grandemente benemerito per lo zelo col quale si adoperava a promuovere la cultura generale e in ispecie le ricerche storiche ed artistiche. A lui si deve la creazione di una fiorente biblioteca circolante e l'incremento del Museo annesso alla Fardelliana. Pubblicò parecchie monografie archeologiche pregevoli per l'importanza dell'argomento e l'eleganza del dettato: ed ebbe singolare cura nei monumenti della sua contrada tenendo l'ufficio di viceispettore degli scavi.

Bollettino delle Finanze, Ferrovie e Industrie. — Il N. 37 del *Bollettino delle Finanze, Ferrovie e Industrie*, che si pubblica in Roma tutte le domeniche, contiene le seguenti materie:

Parte finanziaria — Rassegna settimanale delle Borse — *Note ed appunti sugli Istituti di credito ed industriali*: Banca Nazionale Toscana — Banco di Napoli. — Società Generale di Credito Mobiliare Italiano — Le Casse postali di risparmio — Il pagamento delle *cartelle cessioni* di Firenze — Le entrate dello Stato — La tassa dell'alcool.

Parte ferroviaria — Prodotti delle strade ferrate meridionali; Calabro-Sicule; Romane.

Parte industriale — La combustione spontanea — Nuovo apparecchio avvisatore degli incendi — Elenco dei brevetti d'invenzione e degli attestati di privativa rilasciati dal 20 luglio al 30 agosto (*Continuazione*).

Parte commerciale — Rassegna dei mercati — Società Adriatica di navigazione a vapore — Il commercio e la navigazione di Genova nel 1879 — Le miscele degli olii — Movimento commerciale del canale di Suez.

Assicurazioni — Assicurazioni in caso di vita.

Nostre corrispondenze da Napoli, Milano, Londra e dalla Svizzera.

Nostre particolari informazioni — Memoriale dei commercianti, industriali e spedizionieri — Memoriale degli appaltatori — Memoriale degli azionisti.

Estrazioni — Ferrovia d'Ivrea; ferrovia Palermo-Marsala-Trapani; ferrovia V. E.; Prestito prov. di Modena; Città di Parigi e Comune di Arcevia — Annunzi — Borse.

Condizioni d'abbonamento — Per l'Italia: un anno L. 10, sei mesi L. 6 — Per l'estero: un anno L. 13, sei mesi L. 7, in oro.

BOLLETTINO METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 14 settembre, ore 7 ant.

Stazioni	Termometro	Stato del cielo	OSSERVAZIONI DIVERSE nelle 24 ore precedenti
Milano	+ 16,4	sereno	Massima 24°,0. Minima 15°,0. Temporale con lampi, tuoni e pioggia ieri dopo mezzodì.
Venezia	+ 17,9	sereno	Massima 20°,6. Minima 15°,3. Temporale con lampi, tuoni e pioggia ieri avanti mezzodì.
Torino	+ 15,4	sereno	Massima 22°,4. Minima 14°,1.
Modena	+ 17,5	tutto coperto	Massima 23°,8. Minima 14°,9. Temporali vicini ieri dopo mezzodì e vento costante di NE; stamane vento da SW.
Genova	+ 21,3	1[2 coperto	Massima 24°,3. Minima 20°,0.
Pesaro	+ 17,6	sereno	Massima 23°,9. Minima 16°,7.
Porto Maurizio	+ 20,0	1[4 coperto	Massima 25°,6. Minima 18°,7.
Firenze	+ 19,0	1[2 coperto	Massima 25°,0. Minima 17°,0. Temporale con lampi, tuoni e pioggia ieri avanti mezzodì.
Urbino	+ 20,5	sereno	Massima 22°,7. Minima 16°,6.
Livorno	+ 22,2	1[2 coperto	Massima 25°,4. Vento forte nelle 24 ore.
Città di Castello	+ 16,2	1[4 coperto	Massima 23°,1. Minima 12°,1. Temporali con lampi, tuoni e pioggia fra le 24 ore. Pioggia mill. 20.
Camerino	+ 17,2	sereno	Massima 22°,8. Minima 16°,8. Temporali con lampi, tuoni e pioggia fra le 24 ore.
Aquila	+ 14,6	sereno	Massima 24°,8. Minima 14°,2. Temporali con lampi, tuoni e pioggia ieri dopo mezzodì; a sera lampi ad E.
Roma	+ 20,2	1[4 coperto	Massima 28°,0. Minima 18°,5. Ieri fra giorno nubi temporalesche con poche gocce dopo mezzodì e temporali lontani; a sera lampi ad E.
Foggia	+ 22,3	3[4 coperto	Massima 32°,0. Minima 20°,1. Ieri sera lampi, stamane pioggia leggera.
Napoli (Capodimonte)	+ 21,9	1[4 coperto	Massima 28°,4. Minima 20°,2.
Potenza	+ 16,7	1[4 coperto	Massima 26°,3. Minima 12°,5. Vento forte da W ieri dopo mezzodì, pioggia legg. nella notte.
Lecce	+ 18,6	tutto coperto	Massima 31°,0. Minima 20°,4. Al momento dell'osservazione, temporale con lampi, tuoni, pioggia e vento fortissimo.
Cosenza	+ 23,4	1[2 coperto	Massima 31°,0. Minima 18°,2. Perturbazione magnetica ieri dopo mezzodì
Cagliari	+ 20,0	1[4 coperto	Massima 30°,0. Minima 23°,0.
Catanzaro	+ 24,2	1[2 coperto	Massima 29°,0. Minima 19°,3. Temporali vicini e caligine a S nella notte.
Messina	+ 25,6	1[2 coperto	
Palermo (Valverde)	+ 25,5	3[4 coperto	Massima 29°,0. Minima 22°,0. Pioggia leggera nella notte.
Caltanissetta	+ 23,8	sereno	Massima 31°,5. Minima 21°,2.

TELEGRAMMA METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 14 settembre 1880.

Esiste una depressione fortissima in Irlanda (735), e il barometro mantiensi invece ancora alto nella Russia del Baltico (Uleaborg 770). La piccola depressione che ieri era a Milano, è oggi a Trieste (759). Il barometro si è livellato in Italia fra 760 e 762. Ieri e stanotte verificaronsi moltissimi temporali nell'alta e media Italia, alcuno anche nella bassa, e specialmente nella penisola Salentina. Stamane cielo nuvoloso in generale, temporalesco nella penisola Salentina, in essa venti fortissimi e mare molto agitato; pure agitato al Gargano, a Po di Primaro ed a Palmaria; mosso a Porto Maurizio, Procida e Capo Spartivento.

Osservatorio del Collegio Romano — 14 settembre 1880.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	761,3	761,4	760,3	762,1
Termomet. esterno (centigrado)	20,2	27,8	27,0	22,0
Umidità relativa....	81	49	51	74
Umidità assoluta...	14,32	13,63	13,43	14,51
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	N. 3	SSW. 8	WSW. 23	SSW. 2
Stato del cielo........	2. cirro-strati cumuli	3. cumuli veli	1. cumuli veli	0. sereno

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente).

Termometro: Massimo = 28,0 C. = 22,4 R. | Minimo = 18,5 C. = 14,8 R.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA
del dì 15 settembre 1880.

VALORI	GODIMENTO DAL	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0/0	1° gennaio 1881	—	—	93 „	92 90	—	—	—	—	—
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificati sul Tesoro - Emiss. 1860/64	1° aprile 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	99 30
Prestito Romano, Blount	„	—	—	—	—	—	—	—	—	99 50
Detto Rothschild	1° giugno 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	101 50
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	1° aprile 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° luglio 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Cointeressata de' Tabacchi	„	500 „	350 „	—	—	—	—	—	—	940 „
Obbligazioni dette 6 0/0	„	500 „	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita Austriaca	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana	1° luglio 1880	1000 „	750 „	—	—	—	—	—	—	2430 „
Banca Romana	„	1000 „	1000 „	—	—	—	—	—	—	1345 „
Banca Generale	„	500 „	250 „	671 „	670 „	672 50	672 „	—	—	—
Banca Nazionale Toscana	—	1000 „	700 „	—	—	—	—	—	—	—
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	1° luglio 1880	500 „	400 „	—	—	—	—	—	—	980 „
Banco di Roma	1° gennaio 1880	500 „	250 „	—	—	630 „	628 „	—	—	—
Banca Tiberina	„	250 „	125 „	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito	1° aprile 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	494 „
Fondiaria (Incendi)	1° gennaio 1880	500 oro	100 oro	—	—	—	—	—	—	—
Società Acqua Pia antica Marcia	1° luglio 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	1045 „
Anglo-Romana per l'illuminaz. a Gas	1° gennaio 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	829 „
Compagnia Fondiaria Italiana	—	250 „	250 „	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Romane	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali	1° luglio 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	463 „
Obbligazioni dette	„	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 per cento (oro)	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Ferrovie Sarde nuova emiss. 3 0/0	1° aprile 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	297 „
Az. Str. Ferr. Palermo-Marsala-Trapani	„	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	„	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	—	—	—	—	—	—	—
Gas di Civitavecchia	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Pio Ostiense	—	430 „	430 „	—	—	—	—	—	—	—
Società italiana per condotte d'acqua	1° luglio 1880	500 oro	150 oro	—	—	—	—	—	—	525 „
Società Acqua Pia (Obbligazioni)	1° aprile 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Società Generale Immobiliare di lavori di utilità pubblica ed agricola	1° ottobre 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	109 55	109 40	—
Marsiglia	90	—	—	—
Lione	90	—	—	—
Londra	90	27 79	27 74	—
Augusta	90	—	—	—
Vienna	90	—	—	—
Trieste	90	—	—	—
Oro, pezzi da 20 lire	—	22 08	22 06	—
Sconto di Banca	—	—	—	—

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

5 0/0 - 2° sem. 1880 95 25 fine.

Il Sindaco: A. PIERI.

AVVISO DI NUOVO INCANTO

per la vendita delle Ferriere di Mammiano e del Sestajone

La Commissione liquidatrice della disciolta Società anonima per la Industria del Ferro rende noto:

Che l'incanto per la vendita degli Stabilimenti detti di Mammiano e del Sestajone, situati nei comuni di S. Marcello Pistoiese e di Cutigliano, che doveva aver luogo la mattina del 9 settembre corrente, rimase deserto per mancanza di offerenti.

Che il nuovo incanto è stato fissato per la mattina del 14 ottobre prossimo, a ore 12 meridiane, nella sala della disciolta Società per la Industria del Ferro in Firenze, piazza della Signoria, n. 4 (mezzanino), nel quale giorno, innanzi due dei componenti la Commissione liquidatrice, coll'assistenza del R. notaro signor Celso Toti, saranno esposti in vendita i due Stabilimenti suddetti denominati di Mammiano e di Sestajone, sul prezzo determinato con la perizia del signor cav ingegnere Francesco Porra del dì 5 febbraio p. p., registrata a Firenze nel 27 luglio successivo, n. 3976, di L. 458,350, col ribasso del venti per cento, e così per la somma di L. 356,680 (trecentocinquantaseimila seicentottanta).

Che gli Stabilimenti esposti in vendita verranno liberati al maggiore offerente, sotto la osservanza delle condizioni tutte stabilite col bando pubblicato nel supplemento al foglio periodico della R. Prefettura di Firenze, n. 73, del 30 luglio 1880 e rispettivamente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del dì 30 luglio detto, n. 182, quali condizioni dovranno aversi come se qui fossero ripetute e letteralmente trascritte.

Firenze, 13 settembre 1880.

4876 *Per la Commissione liquidatrice:* CARLO FENZI.

COMUNE DI CORCHIANO — PROVINCIA DI ROMA

Avviso d'Asta.

Il sindaco del comune suddetto fa noto al pubblico che il giorno 1° ottobre 1880, ore 9 antimeridiane, nell'ufficio comunale di Corchiano si procederà alla vendita per asta pubblica del terreno Aliano, proprietà del comune stesso, sito in quel territorio, della superficie di rubbia 65, quarta 1 e quartucci 2 1[1/2], confinante col fosso di S. Bruna, fosso di Aliano, signor Augusto Ricciardi, distinto in mappa sez. 1, numeri 269, 277 porzione.

Condizioni della vendita.

1° L'incanto si terrà per pubblica gara col metodo della candela vergine; e l'offerta non potrà esser minore di L. 50 ciascuna.

2° Il prezzo d'asta è di L. 16,834 40; il tempo utile pel ventesimo scade il 16 ottobre seguente, ore 9 antimeridiane.

3° Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato nella Cassa comunale, a garanzia del prezzo per il quale è aperto l'incanto, la somma di L. 1683 44, corrispondente al decimo del prezzo d'incanto.

4° L'aggiudicazione avrà luogo a favore di chi avrà fatto la migliore offerta in aumento del prezzo d'incanto.

5° Non si procederà all'aggiudicazione quando non si presentino almeno due offerenti.

6° Entro otto giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare L. 500 per spese e tasse relative, salvo la successiva liquidazione.

7° Seguita l'aggiudicazione i depositi verranno restituiti agli altri offerenti.

8° Il terreno viene venduto svincolato dalla servitù di pascolo.

9° Seguita l'aggiudicazione e riportata la sanzione superiore l'acquirente dovrà senza ritardo versare nella Cassa del comune l'ammontare del lotto e devenire contemporaneamente alla stipulazione del contratto per mano di notaro.

10° La vendita si farà in base alla perizia del signor ingegnere Antonio Tarquini, visibile nella segreteria comunale in tutte le ore d'ufficio.

Dalla Residenza comunale di Corchiano, 7 settembre 1880.

4895 *Il Sindaco:* CESARE MARCUCCI.

Alla R. Prefettura della Provincia di Milano.

(2ª *pubblicazione*)

Il sottoscritto Enrico Trevisini, libraio editore, domiciliato in Milano, via Larga, n. 17, mentre intende giovarsi della facoltà concessa dagli articoli 9 e 28 della legge sulle opere dell'ingegno 25 giugno 1865, n. 2337, dichiara di voler riprodurre per mezzo della stampa l'opera: I PROMESSI SPOSI, di *Alessandro Manzoni*, storia milanese del secolo XVII, edita nell'anno 1827, per cura dello Stabilimento Ferrario, di Milano, ed ora ristampata per cura della Tipografia della Società degli operai tipografi in Milano, con vita dell'autore, scritta appositamente da Cesare Cantù, in numero di duemila esemplari, che saranno posti in vendita al prezzo di lira una caduno, obbligandosi a pagare il premio di un ventesimo agli aventi diritto.

L'opera suddetta fu depositata a codesta Regia Prefettura il giorno di .....

Il sottoscritto si riserva di presentare nel termine di un mese gli esemplari della *Gazzetta Ufficiale* in cui deve essere inserita questa dichiarazione.

Unisce la ricevuta della tassa in lire 10, e si obbliga di depositare due esemplari della riproduzione di detta opera.

Milano, addì 21 agosto 1880.

ENRICO TREVISINI.

REGIA PREFETTURA DI MILANO.

(*Registro n.* 2429).

La dichiarazione suestesa ed i documenti in essa indicati sono stati presentati a questa Prefettura il dì 22 agosto 1880, alle ore tre pomeridiane.

Il presente certificato non prova la esistenza dei caratteri richiesti dalla legge per l'esercizio dei diritti d'autore, ma attesta soltanto che furono eseguite le formalità prescritte.

Il Consigliere di Prefettura
MAGNAGHI.

Per copia conforme,
Per Enrico Trevisini
4466 E. MORELLI.

VENDITA GIUDIZIALE

(2ª *pubblicazione*).

Ad istanza del signor D. Antonio canonico Garzoni, possidente domiciliato in Caprarola, ed elettivamente in Viterbo, nello studio legale del sottoscritto procuratore, che lo rappresenta,

Si fa noto che a carico del signor Francesco Tonetti fu Pietro, di Ronciglione, con sentenza resa dal Tribunale di Viterbo li 12 luglio 1880 veniva ordinata la vendita de'seguenti stabili, e che in virtù di decreto presidenziale del 20 agosto detto anno venne fissata l'udienza del 14 ottobre prossimo onde procedere all'incanto dei fondi in parola sul prezzo elevato dal perito signor Manetti Gioacchino, di Ronciglione, pel 1° lotto in lire 823 10, e pel 2° lotto in lire 2800.

Fondi da vendersi.

1° lotto — Terreno seminativo, vitato, alberato, con alcune piante di frutti, situato nel territorio di Ronciglione, contrada Pisciarello, segnato in mappa sez. 4ª coi numeri 403, 620 e 622 della superficie di tavole 8 37, confinanti a tramontana Serafino Girelli, Rosa vedova Pifferi, ecc., a mezzogiorno Salvatore Della Manna e Caterina Stella, a levante la strada del Pisciarello, ed a ponente i beni di Pietro Rigoli.

2° lotto — Casa di abitazione, posta in Ronciglione, nella via Romana, oggi Corso Vittorio Emanuele, segnata col numero di mappa, sez. 1ª, 1776, e civici 65 e 67, confinanti Tonetti Tommaso, Pirani Vittoria, via pubblica.

Le condizioni della vendita sono descritte nel bando depositato nella cancelleria del sullodato Tribunale.

4871 FILIPPO AVV. SALVATORI proc.

AVVISO.

Ad istanza dei signori Paolo, Pietro e Nicola fratelli Giorgi, possidenti, nel domicilio eletto presso lo studio del signor avv. Giocondo Capobianco, loro procuratore,

Io sottoscritto usciere del Tribunale ho citato per la seconda volta il signor Riccardo Grimaldi per affissione ed inserzione in gazzetta, a senso dell'articolo 141 del Codice di procedura civile, a comparire innanzi al Tribunale civile di Roma, posto alla Chiesa Nuova, nella udienza del giorno diciotto ottobre prossimo per sentirsi condannare a pagare lire 1870 pigione unitamente al signor Lovatti Alessandro, come sicurtà solidale del Grimaldi, oltre gli interessi legali, e ciò si emani sentenza provvisoriamente eseguibile nonostante appello e senza cauzione, colla condanna dei citati a tutte le spese.

Roma, 13 settembre 1880.

4888 GIUSEPPE MONTEBOVE usciere.

DICHIARAZIONE D'ASSENZA.

(1ª *pubblicazione*)

Il Tribunale civile di Firenze, sezione delle ferie, inerendo al ricorso avanzato da Alessandra Biagi vedova del fu Vincenzio Benelli, di Fossato, con sentenza del dì 18 agosto 1880 ha dichiarata l'assenza del di lei figlio Luigi del fu Vincenzio Benelli, già residente in detto luogo, ed ha ordinato che la sentenza stessa fosse notificata e pubblicata a norma dell'art. 23 del Codice civile.

Prato, 13 settembre 1880.

4887 Dott. VINCENZIO CARAMELLI proc.

INTENDENZA DI FINANZA DI GENOVA

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 15 ottobre 1880 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco num. 131 nel comune di Spezia, provincia di Genova, con l'aggio lordo medio annuale di lire 4500 13.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Intendenza l'occorrente istanza in carta fornita del competente bollo, corredata dei documenti comprovanti i requisiti voluti dall'articolo 135 del regolamento approvato con Reale decreto 24 giugno 1870, n. 5736, oltre la fede di specchietto rilasciata dall'autorità giudiziaria.

Se gli aspiranti sono di una od altre delle categorie indicate nel successivo articolo 136 del suddetto regolamento e dall'art. 5 del Reale decreto 5 marzo 1874, n. 1843 (Serie 2ª), dovranno provare le rispettive loro qualità.

Gli uni poi e gli altri hanno l'obbligo di dimostrare con documenti tutte le circostanze ed i fatti sui quali appoggiano i titoli del loro concorso.

Si avverte che il cennato Banco è della categoria 1ª, e che a guarentigia dell'esercizio del Banco medesimo dovrà essere prestata una malleveria in titoli del Debito Pubblico dello Stato pel capitale di lire 4620.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Genova, addì 11 settembre 1880.

4879 *L'Intendente:* CASTAGNINO.

REGIA PRETURA

del 6° mandamento di Roma.

Sunto di citazione.

Con atto in data d'oggi, 15 settembre 1880, io sottoscritto usciere addetto alla R. Pretura del sesto mandamento di Roma, ad istanza dell'Amministrazione del Demanio (Intendenza di finanza di Roma), ho citato, a norma dell'art. 141 del Codice di procedura civile, il sig. Ignazio Cogliolo, d'ignoto domicilio, residenza e dimora, a comparire davanti la detta Pretura nel giorno 25 corr. settembre per sentire:

1. Pronunciare la risoluzione della concessione della temporanea occupazione di una striscia di terreno nella sponda sinistra del canale di Fiumicino, fattagli con atto del 20 dicembre 1877;

2. Ordinarsi il rilascio dell'area stessa entro un termine da prefiggersi;

3. Aggiudicarsi all'istante il deposito di lire 200, che, a norma della sopra citata concessione, dovea aversi a calcolo nell'ultimo anno di essa concessione.

Roma, 15 settembre 1880.

4889 BENEDETTO BARONI usciere.

AVVISO.

(3ª *pubblicazione*)

Con decreto 3 agosto 1880 il Tribunale civile e correzionale di Vigevano dichiarava spettare in piena ed assoluta proprietà ai signori Corti cav. Gaetano e Cesare Luigi quali eredi universali testamentari del defunto loro padre cav. avv. Giacomo il certificato n. 447631, corrispondente al n. 52331, dell'annua rendita di lire 25 sul Debito Pubblico, consolidato 5 per cento intestato a favore del suddetto Corti cav. Giacomo fu Gaetano, in data Torino 22 ottobre 1862, col n. 331054 del registro di posizione.

Ed autorizzava la Direzione Generale del Debito Pubblico del Regno a trasferire in capo ai predetti Corti cavaliere Gaetano e Cesare Luigi del fu cav. avvocato Giacomo, domiciliati in Torino, il certificato sopra descritto, con rilasciarne altro esigibile a Torino, non che ad eseguire a favore dei medesimi fratelli Corti il pagamento dei semestri arretrati non stati esatti.

Torino, 20 agosto 1880.

4379 PIETRO FERRANTE avv.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Bologna (9ª)

AVVISO DI REINCANTO.

Si notifica che sul prezzo cui venne provvisoriamente aggiudicata in incanto del giorno 4 settembre corrente la provvista del **pane da munizione** alle truppe stanziate e di passaggio nella Divisione di Bologna, eccezione fatta delle località in cui esistono panifici militari e dei presidii ove il pane viene spedito dall'Amministrazione militare, cioè di centesimi 26 per ogni razione di grammi 735, sotto il ribasso di lire 10 05 per ogni cento lire, è stata presentata in tempo utile offerta di ribasso del ventesimo, portando il ribasso in complesso a lire 14 55 per ogni cento lire, riducendo in tal modo il prezzo della razione pane a lire 0 2221.

E perciò, a termine dell'articolo 99 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, si fa noto che il giorno 18 settembre audante, ad un'ora pomeridiana, si procederà nell'ufficio della suddetta Direzione, posto nel palazzo Grassi, in via Marsala, n. 12, avanti al signor direttore, al nuovo incanto a partiti segreti

L'impresa sarà duratura dal 1° gennaio 1881 a tutto il 31 dicembre di detto anno.

L'impresa sarà retta dai capitoli generali e speciali d'onere, col millesimo 1880, che trovansi visibili presso tutte le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare del Regno.

Il deliberamento sarà definitivo qualunque sia il numero degli offerenti e qualunque sia l'aumento di ribasso fatto, e seguirà a favore di colui il quale avrà maggiormente elevato il suindicato ribasso di 14 55 per ogni cento lire.

Il ribasso offerto dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti presentati, da pronunziarsi, seduta stante, dall'autorità presiedente l'asta.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a licitare dovranno rimettere a questa Direzione il loro partito suggellato e scritto su carta bollata da lire una (esclusa l'applicazione di marca da bollo su carta comune) e contemporaneamente, ma non inclusa nell'offerta, la ricevuta comprovante il deposito provvisorio fatto in una delle Casse dello Stato, incaricate di ricevere od amministrare i depositi, della somma di lire 18,000 in valore reale per cauzione.

Detti depositi potranno essere fatti in contanti od in cartelle del Debito Pubblico del Regno d'Italia, ma queste saranno unicamente ragguagliate al prezzo risultante dal corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui il deposito stesso verrà eseguito.

Detti depositi provvisori non potranno essere effettuati che nella città di Bologna o nelle località ove risiedono quegli uffici di Commissariato militare, che, come è in appresso specificato, sono delegati a ricevere le offerte per l'appalto di cui trattasi.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti a qualunque Direzione o Sezione di Commissariato militare, di tali partiti però sarà tenuto conto solo quando pervengano a questa Direzione ufficialmente prima dell'apertura dell'asta, e consti dell'effettuato deposito provvisorio.

Le offerte non estese in carta da bollo, non firmate o non suggellate, oppure portanti condizioni, non saranno ammesse; come pure non saranno ammesse quelle fatte per via telegrafica.

Le spese per diritti di segreteria, di copia, di carta bollata, tassa di registro, stampa, pubblicazione ed inserzione nella *Gazzetta Ufficiale* e Bollettini delle Prefetture di questo avviso d'asta e di quelli nn. 17 e 19 in data 14 agosto ultimo scorso e 4 corrente settembre, sono tutte a carico del deliberatario.

Bologna, 13 settembre 1880.

Per detta Direzione
Il Capitano Commissario: PAOLO MONTANARI.

4905

COMUNE DI ANCONA

AVVISO DI VIGESIMA per l'appalto di costruzione di un fabbricato scolastico nel Rione Archi.

Si deduce a notizia che nell'esperimento d'asta tenuto nel giorno di ieri 13 giusta l'avviso del 4 andante mese, l'appalto della costruzione di un fabbricato scolastico nel rione Archi, di questa città, venne deliberato col ribasso del 18 10 per cento sulla somma presuntiva d'incanto, ossia pel correspettivo di lire 50,480, salva la migliorìa non minore del ventesimo.

Si avverte pertanto che il termine utile a presentare le offerte di ribasso non minori del ventesimo alla detta somma di lire 50,480, scade il giorno 24 corrente mese, alle ore 12 meridiane, secondo l'orologio del palazzo comunale. Le offerte saranno scritte in carta da lira una, e sottoscritte dall'offerente saranno presentate alla segreteria comunale.

L'appalto ha luogo in base del calcolo di spesa e capitolato speciale in data 11 marzo 1879, redatto dall'ingegnere comunale ed ostensibile nelle ore d'ufficio nella segreteria comunale.

La costruzione dovrà essere compiuta nel termine di mesi sei dalla consegna del lavoro.

L'offerente dovrà esibire un certificato d'idoneità nella costruzione di fabbriche con data non anteriore di tre mesi all'avviso d'asta succitato. Dovrà contemporaneamente depositare a garanzia del contratto e delle imposte condizioni la somma di lire 6300, anche in rendita consolidata dello Stato od in certificati dei prestiti del comune di Ancona; ed a garanzia delle spese d'asta e del contratto la somma di lire 800 in numerario.

Ancona, dalla Residenza comunale, 14 settembre 1880.

L'Assessore ff. di Sindaco: I. FREDIANI.

4874 *Il Segretario*: N. ROSSINI.

INTENDENZA DI FINANZA DI FIRENZE

AVVISO D'ASTA.

Dovendosi provvedere all'appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi nei comuni compresi nei lotti qui sottoindicati si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto si fa per cinque anni, dal 1° gennaio 1881 al 31 dicembre 1885.
2. Il canone annuo d'appalto complessivo per tutti i comuni compresi nel
   Primo lotto è di lire centoventinovemila trecento (L. 129,300);
   Secondo lotto è di lire cinquemila (L. 5000);
   Terzo lotto è di lire quarantatremila seicento (L. 43,600);
   Quarto lotto è di lire ventiduemila duecentocinquanta (L. 22,250).
3. Gl'incanti saranno aperti distintamente sopra ciascun lotto, e si faranno per mezzo di offerte segrete presso questa Intendenza, nei modi stabiliti dal regolamento generale sulla Contabilità dello Stato, approvato con R. decreto del 4 settembre 1870, n. 5852, aprendosi l'asta alle ore 12 meridiane del giorno 2 ottobre prossimo venturo.
4. Chiunque intenda concorrervi dovrà unire ad ogni scheda d'offerta la prova di aver depositato, a garanzia della medesima, nella Tesoreria provinciale una somma eguale al sesto del canone annuo sulla base del quale viene bandito l'incanto, e cioè:
   Per il primo lotto lire ventunmila cinquecentocinquanta (L. 21,550);
   Per il secondo lotto lire ottocentotrentatre (L. 833);
   Per il terzo lotto lire settemiladuecentosessantasette (L. 7267);
   Per il quarto lotto lire tremilasettecentotto (L. 3708).
5. Le offerte per essere valide dovranno:
   a) Essere stese sovra carta filigranata da una lira;
   b) Essere fatte distintamente per ciascun lotto;
   c) Esprimere in tutte lettere l'annuo canone offerto;
   d) Indicare il domicilio eletto dall'offerente in questa città.
6. Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persona da nominare, o contenenti restrizioni o deviazione dalle condizioni stabilite, o riferentisi ad offerte di altri concorrenti.
7. Presso questa Intendenza di finanza, la Prefettura di questa provincia, nonchè presso le Sottoprefetture circondariali di Pistoia, San Miniato e Rocca San Casciano, sono ostensibili i capitoli d'onere che debbono formare legge del contratto d'appalto.

Presso questa Intendenza è inoltre ostensibile l'elenco dei comuni chiusi di 3ª e 4ª classe, nonchè dei comuni aperti del circondario che isolatamente od in consorzio si trovano abbonati col Governo, con la indicazione del canone annuo di abbonamento pattuito, e ciò per gli effetti dell'art. 28 del capitolato d'oneri.

8. La scheda indicante il minimo prezzo per il quale si potrà far luogo alla aggiudicazione sarà spedita a questa Intendenza dal Ministero delle Finanze.
9. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, avvertendosi fin d'ora che il termine utile per la presentazione delle offerte del ventesimo, ai termini dell'articolo 98 del regolamento di Contabilità succitato, andrà a scadere col giorno 17 ottobre prossimo venturo, alle dodici meridiane.

Qualora vengano in tempo utile presentate offerte ammissibili a termini dell'art. 99 del regolamento medesimo si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto, da tenersi il giorno 8 novembre p. v., alle ore 12 meridiane, col metodo della estinzione delle candele.

10. Entro dodici giorni dalla data del deliberamento definitivo dell'appalto il deliberatario dovrà addivenire alla stipulazione del contratto, a norma dell'articolo 5 del capitolato di oneri.
11. La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riservata al Ministero delle Finanze, mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvi gli effetti dell'art. 122 del precitato regolamento.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nei capiluoghi di circondario della provincia, nei comuni in cui i dazi vengono appaltati, e sarà inoltre inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Foglio degli annunzi legali della provincia.

Elenco dei comuni compresi nel

PRIMO LOTTO — **Circondario di Firenze:**

1. Barberino di Mugello - 2. Brozzi - 3. Calenzano - 4. Dicomano - 5. Fiesole - 6. Figline Val d'Arno - 7. Firenzuola - 8. Galluzzo - 9. Incisa Val d'Arno - 10. Lastra a Signa - 11. Londa - 12. Marradi - 13. Montespertoli - 14. Palazzuolo - 15. Pelago - 16. Reggello - 17. Rignano - 18. San Casciano in Val di Pesa - 19. Sesto Fiorentino - 20. San Godenzo - 21. Signa.

SECONDO LOTTO — **Circondario di Pistoia:**

1. Lamporecchio - 2. Marliana - 3. Serravalle Pistoiese.

TERZO LOTTO — **Circondario di San Miniato:**

1. Capraia e Limite - 2. Castel Fiorentino - 3. Castel Franco di Sotto - 4. Cerreto Guidi - 5. Certaldo - 6. Montaione - 7. Montelupo Fiorentino - 8. Montopoli Val d'Arno - 9. Santa Croce sull'Arno - 10. Santa Maria a Monte - 11. San Miniato - 12. Vinci.

QUARTO LOTTO — **Circondario di Rocca San Casciano:**

1. Dovadola - 2. Galeata - 3. Modigliana - 4. Portico in Romagna - 5. Premilcuore - 6. Rocca San Casciano - 7. Santa Sofia - 8. Sorbano - 9. Terra del Sole - 10. Tredozio.

Dall'Intendenza suddetta, li 11 settembre 1880.

4856 *L'Intendente*: CARIGNANI.

INTENDENZA DI FINANZA DI CAGLIARI

AVVISO D'ASTA

per l'appalto dei dazi di consumo governativi nei comuni non abbuonati della provincia pel quinquennio 1881-1885.

Dovendosi provvedere allo appalto per la riscossione dei dazi di consumo governativi nei comuni sotto indicati, si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto si fa per cinque anni, dal 1° gennaio 1881 al 31 dicembre 1885.

2. Il canone annuo d'appalto, complessivo per tutti i comuni sotto indicati è di lire novantaduemila ottocentonovanta (L. 92,890), ripartito come in appresso:

a) Pel primo lotto, e cioè pei comuni del circondario di Cagliari, lire tredicimila settecento (L. 13,700);

b) Pel secondo lotto, e cioè pei comuni del circondario d'Iglesias, lire ventunmila seicento (L. 21,600);

c) Pel terzo lotto, e cioè pei comuni del circondario di Lanusei, lire tredicimila duecentotrenta (L. 13,230);

d) Pel quarto lotto, e cioè pei comuni del circondario di Oristano, lire quarantaquattromila trecentosessanta (L. 44,360).

3. Gl'incanti si faranno, per mezzo di offerte segrete, presso questa Intendenza, nei modi stabiliti dal regolamento generale sulla Contabilità dello Stato, approvato con R. decreto del 4 settembre 1870, n. 5852, aprendo l'asta alle ore dodici meridiane del giorno 8 ottobre 1880.

4. Chiunque intenda concorrervi dovrà unire ad ogni scheda d'offerta la prova di avere depositato, a garanzia della medesima, nella Tesoreria provinciale una somma eguale al sesto del canone annuo sulla base del quale viene bandito lo incanto, e cioè:

a) Pel primo lotto (comuni del circondario di Cagliari), lire duemiladuecentottantatre e centesimi trentatre (L. 2283 33);

b) Pel secondo lotto (comuni del circondario di Iglesias), lire tremilaseicento (L. 3600);

c) Pel terzo lotto (comuni del circondario di Lanusei), lire duemiladuecentocinque (L. 2205);

d) Pel quarto lotto (comuni del circondario di Oristano), lire settemilatrecentonovantatre e centesimi trentatre (L. 7393 33).

5. L'offerente dovrà inoltre nella scheda indicare il domicilio da lui eletto nella città capoluogo di provincia.

6. Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persona da nominare.

7. Presso questa Intendenza di Finanza e presso le Sottoprefetture di Iglesias, Lanusei ed Oristano sono ostensibili i capitoli d'onere che debbono formar legge del contratto d'appalto.

Presso questa Intendenza sono ostensibili l'elenco dei comuni chiusi di 2a, 3a e 4a classe, nonchè dei comuni aperti di questa provincia che isolatamente od in consorzio si trovano abbonati col Governo, con la indicazione del canone annuo d'abbonamento pattuito, e ciò per gli effetti dell'articolo 28 del capitolato d'onere.

8. La scheda contenente il minimo prezzo di aggiudicazione sarà dal Ministero spedita all'Intendenza di Finanza.

9. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno 23 ottobre 1880, alle 12 meridiane, il periodo di tempo per le offerte del ventesimo, a termini dell'art. 98 del regolamento di Contabilità succitato.

Qualora vengano in tempo utile presentate offerte ammissibili a termini dell'art. 99 del regolamento medesimo si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto da tenersi il giorno 23 novembre 1880, alle ore 12 meridiane, col metodo della estinzione delle candele.

10. Entro dodici giorni dalla data del deliberamento definitivo dell'appalto il deliberatario dovrà addivenire alla stipulazione del contratto, a norma dell'articolo 5 del capitolato d'oneri.

11. La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riservata al Ministero delle Finanze, mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvi gli effetti dell'art. 122 del precitato regolamento.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nelle città principali del Regno, nei capoluoghi di circondario della provincia, nei comuni in cui i dazi vengono appaltati, nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Bollettino della provincia.

Descrizione dei comuni in cui i dazi vengono appaltati.

LOTTO PRIMO — **Circondario di Cagliari.**

Comuni di Barumini, Burcei, Capoterra, Donori, Gesico, Guamaggiore, Lasplassas, Muravera, Pimentel, Pula, San Nicolò Gerrei, San Pantaleo, San Pietro Pula, Sarroch, Serdiana, Siccì San Biagio, Soleminis, Ussana, Villanova Franca, Villaputzu, Villasimius.

LOTTO SECONDO — **Circondario di Iglesias.**

Comuni di Carloforte, Domusnovas, Musei, Portoscuso, Vallermosa, Villamassargia.

LOTTO TERZO — **Circondario di Lanusei.**

Comuni di Arzana, Atzara, Anstis, Barisardo, Baunei, Gadoni, Gairo, Girasol, Ilbono, Lanusei, Loceri, Lotzorai, Ortueri, Osini, Sorgono, Talana, Teti, Tiana, Tonara, Tortolì, Triei, Urzulei, Villagrande.

LOTTO QUARTO — **Circondario di Oristano.**

Comuni di Abbasanta, Aidomaggiore, Ales, Allai, Ardauli, Assolo, Asuni, Bannari, Barradili, Baratili, Baressa, Bauladu, Bidonì, Birori, Bonarcado, Boroneddu, Borore, Bortigali, Busachi, Cabras, Curcuris, Domusnovas Canales, Donigala Fenugheddu, Dualchi, Escovedu, Figu, Flussio, Fordongianus, Gennuri, Ghilarza, Gonnosnodina, Gonnosnò, Gonnostramatza, Macomer, Magomadas, Marrubiu, Massama, Masullas, Milis, Modolo, Mogorella, Mogoro, Montresta, Morgongiori, Narbolia, Neoneli, Nuragugume, Norbello, Nugheddu Santa Vittoria, Nurachi, Nuraxinieddu, Nureci, Ollasta Simaxis, Ollasta Usellus, Palmas Arborea, Pau, Paulilatino, Pompu, Riola, Ruinas, Sagama, Samugheo, San Nicolò Arcidano, Santa Giusta, Sant'Antonio Ruinas, San Vero Congiu, San Vero Milis, Sedilo, Seneghe, Senis, Setzu, Siamaggiore, Siamanna, Siapiccia, Sili, Simala, Simaxis, Sindia, Sinis, Sirie, Soddi, Solanas, Solarussa, Sorradile, Suni, Tadasuni, Terralba, Tinnura, Tramatza, Tresnuraghes, Turri, Ula Tirso, Uras, Usellus, Villanova Truschedu, Villaurbana, Zeddiani, Zeppara, Zerfaliu e Zuri.

Cagliari, addì 6 settembre 1880.

4835 *L'Intendente*: F GARIN.

INTENDENZA DI FINANZA DI BOLOGNA

AVVISO D'ASTA.

Dovendosi provvedere all'appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi nei comuni sottoindicati si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto si fa per cinque anni dal 1° gennaio 1881 al 31 dicembre 1885.

2. Il canone annuo d'appalto è quello sotto indicato.

3. Gli incanti si faranno per mezzo di offerte segrete presso questa Intendenza, nei modi stabiliti dal regolamento generale sulla Contabilità dello Stato approvato con R. decreto del 4 settembre 1870, n 5852, aprendo l'asta alle ore 12 merid. del giorno 30 settembre corrente.

4. Chiunque intenda concorrervi dovrà unire ad ogni scheda di offerta la prova d'aver depositato a garanzia della medesima nella Tesoreria provinciale una somma eguale al sesto del canone annuo del lotto sulla base del quale viene bandito l'incanto.

5. L'offerente dovrà inoltre nella scheda indicare il domicilio da lui eletto nella città capoluogo di provincia.

6. Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persona da nominare.

7. Presso questa Intendenza di finanza, nonchè presso le Sottoprefetture di Imola e di Vergato sono ostensibili i capitoli d'onere che debbono formare legge del contratto d'appalto.

È pure ostensibile presso questa Intendenza l'elenco dei comuni aperti per il circondario di Bologna che isolatamente od in consorzio si trovano abbonati col Governo, con la indicazione del canone annuo d'abbonamento pattuito, e ciò per gli effetti dell'art. 28 del capitolato d'oneri.

8. La scheda contenente il minimo prezzo d'aggiudicazione sarà dal Ministero spedita all'Intendenza di finanza.

9. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno 15 ottobre prossimo venturo, alle dodici meridiane, il periodo di tempo per le offerte del ventesimo, a termini dell'art. 98 del regolamento di Contabilità suaccennato.

Qualora vengano in tempo utile presentate offerte ammissibili a termini dell'art. 99 del regolamento medesimo si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto, da tenersi il giorno 30 ottobre p. v., alle ore 12 meridiane, col metodo dell'estinzione delle candele.

10. Entro dodici giorni dalla data del deliberamento definitivo dell'appalto il deliberatario dovrà addivenire alla stipulazione del contratto, a norma dell'articolo 5 del capitolato d'oneri.

11. La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riservata al Ministero delle Finanze mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvo gli effetti dell'art. 122 del precitato regolamento.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nei capoluoghi di circondario della provincia, nei comuni in cui i dazi vengono appaltati, nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Bollettino della provincia.

Comuni aperti da appaltarsi.

Circondario di Bologna.

Bazzano - Crevalcore - Galliera - Loiano - Molinella - Monghidoro - Monterenzo - Monteveglio - Monzuno - Pianoro - San Giorgio di Piano - San Pietro in Casale - Sant'Agata Bolognese - Savigno — Canone annuo complessivo lire 62,700 (sessantaduemila settecento) — Ammontare del deposito da farsi a garanzia dell'offerta lire 10,450 (diecimila quattrocentocinquanta).

Dall'Intendenza di Finanza in Bologna, addì 11 settembre 1880.

4881 *L'Intendente*: CLETI-MENI.

CITTA' DI ORISTANO

È vacante il posto di direttore e professore della quinta classe, coll'insegnamento del greco anche nella quarta, in questo ginnasio, cui è annesso lo stipendio annuo di lire duemila.

Scoperto è pure il posto di maestro della prima classe elementare, sezione inferiore, coll'annuo stipendio di lire novecento.

Gli aspiranti dovranno presentare al sottoscritto, entro il corrente mese, la regolare domanda, corredata del diploma originale di abilitazione, e dei certificati di buona condotta e di sana fisica costituzione, con quegli altri titoli che crederanno di loro interesse.

Dal Palazzo civico, addì 9 settembre 1880.

4865 CORRIAS *Sindaco.*

SOCIETÀ ANONIMA ITALIANA PER LA REGÌA COINTERESSATA DEI TABACCHI

SPECCHIO delle riscossioni fatte nel mese di agosto 1880 *confrontate con quelle del mese corrispondente dell'anno* 1879.

PROVINCIE	ANNO 1880	ANNO 1879	DIFFERENZA in aumento	DIFFERENZA in diminuzione
Alessandria	313,507 »	296,197 50	17,309 50	»
Ancona	103,871 80	104,379 70	»	507 90
Aquila	80,135 95	80,445 50	»	309 55
Arezzo	69,800 75	63,103 40	6,697 35	»
Ascoli Piceno	61,216 »	57,189 80	4,026 20	»
Avellino	75,456 70	75,667 70	»	211 »
Bari	243,421 90	232,602 70	10,819 20	»
Belluno	32,156 60	40,749 70	»	8,593 10
Benevento	52,816 10	35,892 90	16,923 20	»
Bergamo	183,698 90	170,069 20	13,629 70	»
Bologna	286,602 40	286,763 90	»	161 50
Brescia	184,430 60	196,955 10	»	12,524 50
Cagliari	161,724 50	163,015 20	»	1,290 70
Campobasso	73,750 30	77,229 20	»	3,478 90
Caserta	266,222 70	260,108 40	6,114 30	»
Catanzaro	100,215 50	101,380 15	»	1,164 65
Chieti	81,360 »	85,946 70	»	4,586 70
Como	156,107 80	152,554 90	3,552 90	»
Cosenza	93,964 80	101,819 30	»	7,854 50
Cremona	139,486 60	156,147 50	»	16,660 90
Cuneo	236,937 10	261,079 90	»	24,142 80
Ferrara	176,196 80	185,887 10	»	9,690 30
Firenze	510,041 60	506,456 40	3,585 20	»
Foggia	136,562 70	135,905 20	657 50	»
Forlì	120,285 30	113,520 20	6,765 10	»
Genova	496,495 70	523,335 05	»	26,839 35
Grosseto	57,960 60	49,752 10	8,208 50	»
Lecce	194,296 40	196,092 40	»	1,796 »
Livorno	153,200 »	146,586 10	6,613 90	»
Lucca	179,696 »	188,299 10	»	8,603 10
Macerata	72,550 70	79,786 10	»	7,235 40
Mantova	171,561 »	181,287 40	»	9,726 40
Massa Carrara	74,162 90	67,995 »	6,167 90	»
Milano	661,733 30	609,520 »	52,213 30	»
Modena	155,160 40	157,188 40	»	2,028 »
Napoli	730,987 »	698,622 30	32,364 70	»
Novara	298,458 10	286,694 10	11,764 »	»
Padova	207,214 82	215,385 60	»	8,170 78
Parma	148,058 70	134,871 30	13,187 40	»
Pavia	216,653 95	220,327 30	»	3,673 35
Perugia	163,152 30	165,218 40	»	2,066 10
Pesaro e Urbino	65,665 20	69,555 60	»	3,890 40
Piacenza	115,979 10	128,199 85	»	12,220 75
Pisa	188,124 70	188,903 70	»	779 »
Porto Maurizio	81,797 10	73,269 80	8,527 30	»
Potenza	100,292 70	105,727 40	»	5,434 70
Ravenna	109,953 60	111,573 40	»	1,619 80
Reggio Calabria	88,700 80	88,991 20	»	290 40
Reggio Emilia	96,471 20	91,507 20	4,964 »	»
Roma	519,758 43	542,862 50	»	23,104 07
Rovigo	163,175 70	165,680 30	»	2,504 60
Salerno	156,863 25	165,107 55	»	8,214 30
Sassari	86,170 60	108,445 40	»	22,274 80
Siena	67,667 60	78,930 30	»	11,262 70
Sondrio	18,944 »	19,974 »	»	1,030 »
Teramo	46,822 »	48,160 10	»	1,338 10
Torino	527,127 80	517,699 90	9,427 90	»
Treviso	102,463 25	103,738 08	»	1,274 83
Udine	192,583 90	181,513 »	11,070 90	»
Venezia	288,823 »	300,967 10	»	12,144 10
Verona	213,145 50	203,683 80	9,461 70	»
Vicenza	115,066 10	117,992 90	»	2,926 80
Somme L.	11,266,907 80	11,274,510 93	264,051 65	271,654 83
Defalcasi l'aumento	»	»		264,051 65
Resta la diminuzione di agosto	»	»	»	7,603 18
Prodotti dal 1° gennaio al 31 luglio	78,715,853 80	79,663,713 97	»	947,860 17
Totali generali L.	89,982,761 60	90,938,224 95		955,463 35

Roma, 13 settembre 1830.
Il Consigliere d'Amministrazione
A. DI COSSILLA.

Il Capo Ragioniere
F. FERRUZZI.

Gestione Siciliana.

PROVINCIE	ANNO 1880	ANNO 1879	DIFFERENZA in aumento	DIFFERENZA in diminuzione
Caltanissetta	78,697 30	71,311 80	7,385 50	»
Catania	150,181 85	147,300 95	2,880 40	»
Girgenti	90,658 50	92,043 60	»	1,385 10
Messina	93,787 60	98,986 80	»	5,199 20
Palermo	170,704 80	178,953 30	»	8,248 50
Siracusa	75,696 30	73,357 85	2,338 45	»
Trapani	66,463 05	59,516 30	6,946 75	»
Somme L.	726,188 90	721,470 60	19,551 10	14,832 80
Defalcasi la diminuz.	»	»	14,832 80	
Resta l'aumento di agosto	»	»	4,718 30	
Prodotti dal 1° gennaio al 31 luglio	4,880,076 75	4,951,185 25	»	71,108 50
Defalcasi l'aumento di agosto	»	»	»	4,718 30
Totali generali L.	5,606,265 65	5,672,655 85		66,390 20

Il Ragioniere della Gestione Siciliana
G. COPPI.

Il Segretario Generale
A. DUCHOQUÉ.

4875

INTENDENZA DELLE FINANZE IN TREVISO

AVVISO.

Per norma degli aspiranti all'asta per l'appalto dei dazi di consumo governativi indetta pel giorno 21 settembre corrente mese, giusta l'avviso del 31 agosto p. p., nn. 17854-2367, sez. II, inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* nel n. 214 del 6 stante e nel n. 83 del 2 volgente mese del foglio periodico di questa R. Prefettura, si dichiara che rimane escluso dall'appalto il lotto 1° composto dei comuni di

Breda — Carbonera — Casale — Casier — Istrana — Maserada — Melma — Mogliano — Monastier — Morgano — Paese — Ponzano — Povegliano — Preganziol — Quinto — Roncade — S. Biagio — Spresiano — Villorba — Zenson — Zero Branco.

Dall'Intendenza delle Finanze,
Treviso, addì 13 settembre 1880.

Visto — *L'Intendente*: BORGOMANERO.

4902 *Il Primo Segretario ff.*: L. DEDIN.

INTENDENZA DI FINANZA IN TERAMO

Avviso per ventesimo.

Nell'incanto tenutosi oggi in quest'ufficio d'Intendenza è stato provvisoriamente aggiudicato l'esercizio dello spaccio all'ingrosso di Ancarano, verso la provvigione di lire cinque e centesimi sessanta (L. 5 60) per ogni cento lire del prezzo di acquisto sali, e di lire tre e centesimi dieci (L. 3 10) per ogni cento lire sul prezzo di acquisto tabacchi.

Si fa noto pertanto che il termine utile per presentare le offerte di ribasso non minori del ventesimo sugli indicati prezzi di aggiudicazione andrà a scadere alle ore 12 meridiane del giorno 26 corrente settembre, e che le offerte stesse saranno ricevute da questa Intendenza documentate nei modi prescritti dall'avviso 7 agosto u. s.

Teramo, 11 settembre 1880.

4846 *L'Intendente*: FIORITO.

CAMERANO NATALE, *Gerente* | ROMA — Tip. EREDI BOTTA.